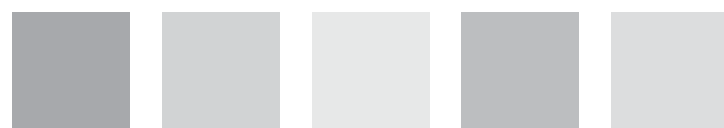


RAPPORT FINANCIER  
ANNUEL 2008



**GROUPE INSTALLUX**



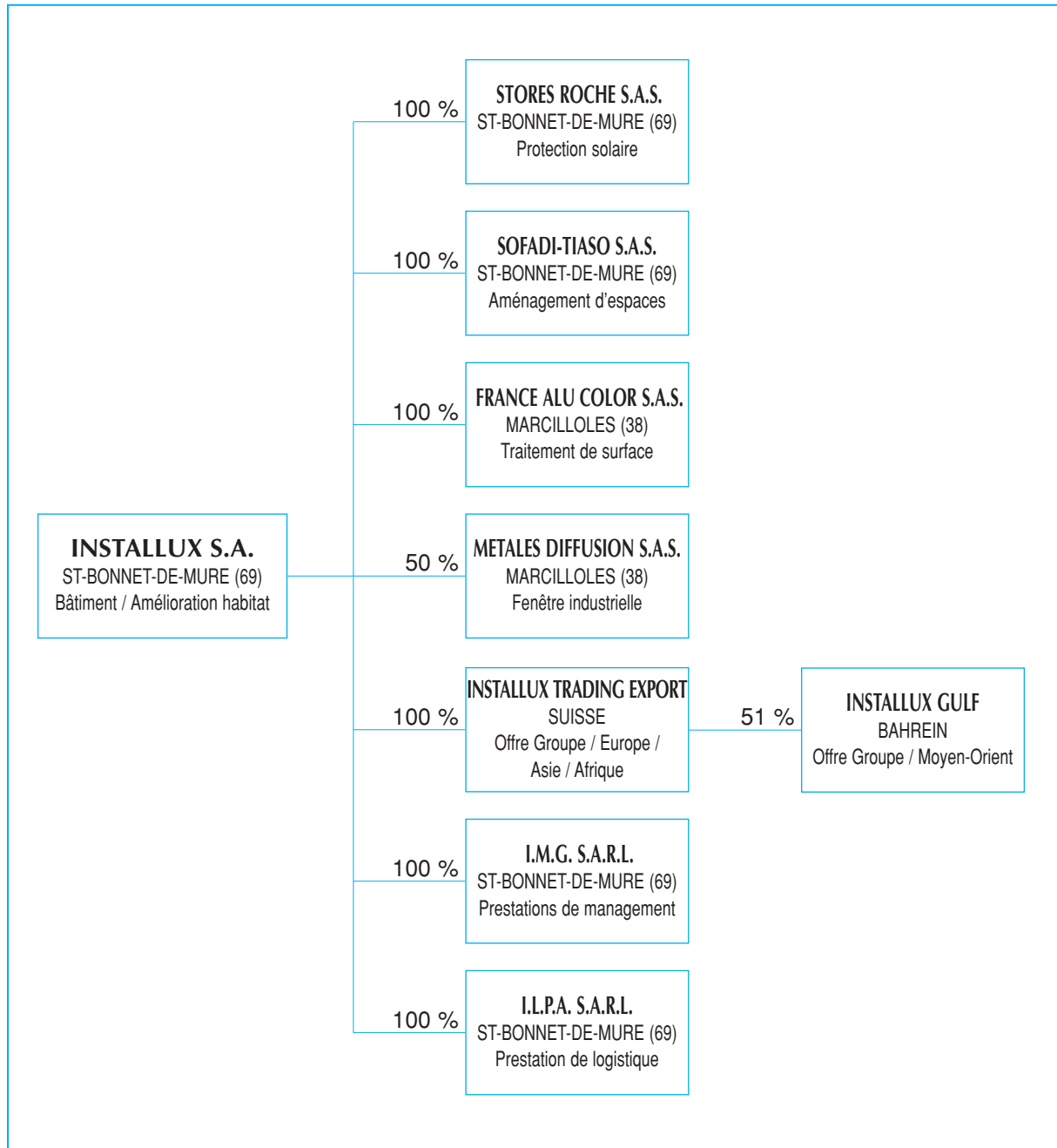
## S O M M A I R E

---

Organigramme	4
Tableau des filiales consolidées	5
Cours de l'action Installux	5
Rapport de gestion du Conseil d'Administration	6 à 14
Rapport du Président sur le rapport financier	15
Rapport du Président sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne	16 à 18
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	19
<b>COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE</b>	<b>21</b>
Compte de résultat	22
Bilan	23
Tableau de flux de trésorerie	24
Variation des capitaux propres	25
Notes annexes	26 à 49
Rapport des Commissaires aux Comptes	50
<b>COMPTES INDIVIDUELS DE LA SOCIÉTÉ INSTALLUX</b>	<b>51</b>
Bilan - Actif	52
Bilan - Passif	53
Compte de résultat	54
Annexe	55 à 65
Tableau de flux de trésorerie	66
Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices	67
Rapport des Commissaires aux Comptes	68
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes	69-70
Texte des résolutions	71

---

## ORGANIGRAMME

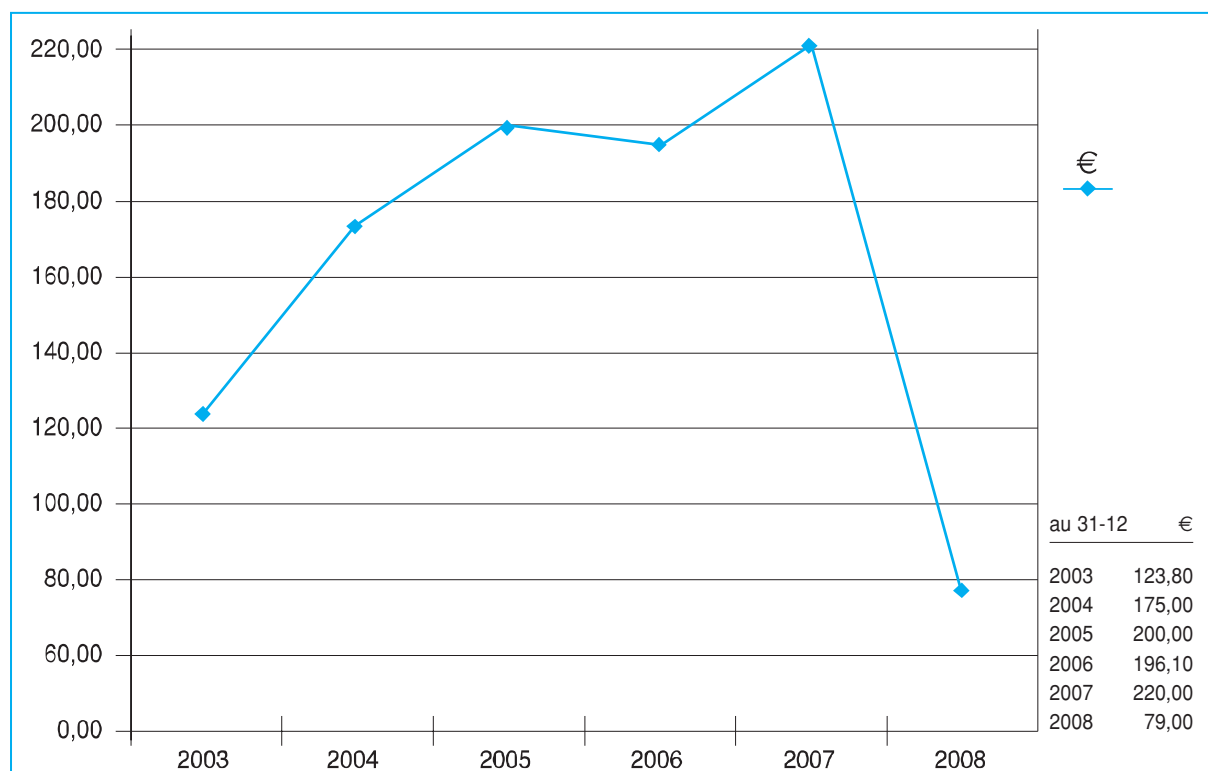


## TABLEAU DES FILIALES CONSOLIDÉES (en K€)

SOCIÉTÉS	ACTIVITÉ	% DE DÉTENTION *	CAPITAUX PROPRES	CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	RÉSULTAT NET
S.A.S. Stores Roche	Protection solaire	100	4 165	7 385	- 428
S.A.S. Sofadi-Tiaso	Produits d'agencement / cloisons	100	10 524	14 270	355
S.A.S. France Alu Color	Traitement de surface	100	3 885	11 087	178
S.A.S. Metales Diffusion	Fenêtre industrielle	50	- 94	131	- 294
S.A.R.L. I.M.G.	Prestations de management	100	110	4 101	2
S.A.R.L. I.L.P.A.	Prestations de logistique	100	752	7 022	172
Installux Gulf	Négoce Moyen-Orient / Produits Groupe	51	422	2 158	86
S.A. Installux Trading Export	Négoce export produits Groupe	100	447	93	- 22

\* Directe ou indirecte

## COURS DE L'ACTION INSTALLUX AU 31 DÉCEMBRE (€)



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 16 JUIN 2009

### *Chers Actionnaires,*

*Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous présenter les comptes annuels de notre Société et de notre Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, et vous rendre compte de notre gestion.*

### 1 - LE GROUPE INSTALLUX

#### **Description du Groupe**

Au 31 décembre 2008, le Groupe Installux se composait des sociétés suivantes :

- Société mère : Installux
- Filiales :
  - Stores Roche S.A.S. (100,00 %)
  - Sofadi-Tiaso S.A.S. (100,00 %)
  - France Alu Color S.A.S. (100,00 %)
  - Metales Diffusion S.A.S. (50,00 %)
  - Installux Trading Export S.A. (100,00 %)
  - Installux Management Gestion S.A.R.L. (100,00 %)
  - Installux Logistique P&A S.A.R.L. (100,00 %)
- sous-filiale : Installux Gulf (51,00 %)

#### **Périmètre de consolidation**

Le périmètre de consolidation a été modifié par rapport à l'exercice précédent par l'entrée de la Société METALES DIFFUSION (intégration proportionnelle).

#### **Comptes annuels consolidés**

Les comptes consolidés de notre Société au 31 décembre 2008 ainsi que leurs annexes sont joints au présent rapport.

Les principes de consolidation et les méthodes d'évaluation retenus pour l'établissement des comptes consolidés, qui sont exposés en détail dans la note 2 de l'annexe, sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à ceux retenus pour l'exercice précédent.

#### **Exploitation du Groupe**

Le chiffre d'affaires du Groupe a franchi le cap des 100 M€ (100 355 K€) et est en augmentation de 1 % par rapport à l'exercice 2007.

Le taux de marge s'améliore de 0,6 point par rapport à 2007 (de 1,2 point en retraçant les stocks mis au rebut dans les activités d'aménagement d'espace et de protection solaire), en raison d'une bonne maîtrise des tarifs

d'achat et de vente, et d'une amélioration de la qualité en interne.

La provision sur stock de 200 K€ constituée au 31 décembre 2007 été reprise sur l'exercice 2008, ramenant l'incidence du coût des arrêts de gamme à un montant de 347 K€.

Le résultat opérationnel courant est en hausse de 2 % par rapport à 2007, malgré la baisse de performance de l'activité de la Société Stores Roche et de l'activité agencement de la Société Sofadi-Tiaso, et du retard pris dans la commercialisation des produits de la société Metales Diffusion.

Les charges de personnel sont en progression de 918 K€ (dont 560 K€ pour F.A.C.), se répartissant à parts égales entre l'augmentation des salaires et celle des effectifs.

Les charges d'amortissement et de loyer augmentent respectivement de 516 K€ et de 414 K€, essentiellement en raison de l'agrandissement et des investissements effectués à Marcilloles fin 2007 (société F.A.C.), et, dans une moindre mesure, à Mitry-Mory (société Sofadi-Tiaso à partir du 1<sup>er</sup> novembre).

Le coût des impayés clients s'élève à 600 K€ représentant 0,6 % du chiffre d'affaires, contre 0,5 % en 2007.

La plus-value constatée sur la cession d'une partie des titres auto-détenus par la Société Installux (585 K€) est neutralisée dans la mesure où ces titres sont présentés en déduction des capitaux propres.

Le résultat net d'ensemble, qui s'élève à 5 459 K€, est sensiblement équivalent à celui de l'exercice 2007 (- 144 K€, soit - 3%).

#### **Situation financière du Groupe**

Les capitaux propres s'élèvent à 45,6 M€ au 31 décembre 2008. L'augmentation de 3,8 M€ comprend un montant de 1,1 M€ correspondant à la valeur de vente (nette d'impôt sociétés) des 7 370 actions auto-détenues cédées sur l'exercice.

La marge brute d'autofinancement, d'un montant de 7,4 M€, est identique à celle de 2007.

La trésorerie s'est améliorée de 3,1 M€ sur l'exercice malgré le versement d'un dividende exceptionnellement élevé (9 €, soit 2,7 M€) en 2008, et un montant d'investissements de 2,7 M€. La cession des actions auto-détenues a contribué à cette augmentation à hauteur de 1,3 M€ (avant impôt sociétés).

Compte tenu de l'absence d'endettement et de la nature des placements de trésorerie, il n'existe pas de risque financier sur les postes d'actif et de passif du Groupe.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Activités du Groupe en France**

- **Société INSTALLUX** : La Société a connu en 2008 une des années les plus actives de son histoire :

- d'une part, l'activité a été soutenue, principalement sur le premier semestre, aussi bien sur le marché de l'habitat que sur celui du bâtiment. De nouveaux clients ont choisi de travailler avec nos gammes, confortant ainsi la capacité historique de cette société à conquérir de nouvelles parts de marché. De plus, l'ensemble de la force de vente a été reconstitué.

- d'autre part, en interne, toute notre organisation et notre énergie ont été mobilisées à la mise au point de nouveaux produits ; élément stratégique pour l'avenir de notre activité aluminium. Capitalisant sur les premiers essais et la réception positive de nos clients, nous avons poursuivi nos efforts pour finaliser la sortie d'une nouvelle gamme comportant trois nouveaux produits (fenêtres, portes, coulissants) pour avril 2009. Il s'est agi là d'un challenge nouveau pour la Société, ainsi que pour un grand nombre de ses collaborateurs.

Aujourd'hui nous avons aussi tiré les bénéfices d'une optimisation de notre organisation, notamment par rapport à la logistique et au transport. Démontrant la réelle maîtrise des fondamentaux de notre métier, et permettant pour la première fois depuis de nombreux mois d'améliorer notablement la qualité perçue des produits et services vis-à-vis de notre compte clients. Un argument décisif face aux agressions de la concurrence.

La couverture d'achats d'aluminium maîtrisée et un tarif revu à la hausse en avril ont permis de retrouver la rentabilité attendue. Une nouvelle fois nous avons réalisé notre budget prévisionnel, malgré une croissance légèrement inférieure au niveau prévu, la "sortie" retardée de deux de nos plus importants clients ayant permis de compenser cette difficulté de croissance du deuxième semestre.

Voilà donc une année positive, déterminante pour engager la société Installux sur les marchés de demain, dotée des armes nécessaires pour faire face aux mois qui arrivent et qui s'annoncent difficiles.

- **Société STORES ROCHE** : L'année 2008 restera marquée par plusieurs événements qui cumulés, auront amené la société Stores Roche à vivre une année particulièrement difficile dans un marché sinistré.

Le marché français des stores et bannes a accusé un fort recul en volume de ventes (entre - 23% et - 25%). Pour la première fois depuis de nombreuses années, le marché français est passé sous la barre des 190.000 unités.

Le marché de la société STORES ROCHE est habituellement animé par une saisonnalité très marquée. Or, en 2008, nous n'avons jamais atteint un niveau d'activité ou de commandes similaire aux années antérieures.

La baisse de fréquentation des showrooms de nos clients a participé à marginaliser le produit store-banne. Les stores extérieurs ne sont pas des produits de première nécessité et ne bénéficient pas des mesures de crédit d'impôt tels que ceux disponibles pour l'équipement des portes et fenêtres. Dans un contexte de décroissance économique, les particuliers n'ont pas porté leur priorité d'achat sur le store-banne.

Les marchés export sur lesquels nous sommes présents ne nous ont pas permis de compenser le recul du marché français. Les marchés européens, italiens et espagnols en particulier, ont eux aussi accusé un recul important.

### *Les chiffres marquants :*

Le taux de marge brute, retraité d'un montant de mise au rebut de stock de 202 K€, s'est amélioré de 2,8 points. Si nous avons eu à déplorer une baisse de volume considérable, nous avons pu profiter de commandes de stores orientées vers des produits de plus grande dimension, très bien équipés (moteurs et automatismes) et donc à plus forte marge.

Les charges de personnel sont passées de 12,4 % du chiffre d'affaires en 2007 à 17 % en 2008. Les embauches décidées fin 2007, après une année de croissance (+ 12 %) ont alourdi nos frais de manière conséquente. La baisse de chiffre d'affaires a été très forte en mai et juin, soit tard dans l'année pour ajuster efficacement l'effectif à la charge d'activité alors que nous aurions dû être au plus fort de la saison pendant ces mois-là.

En ce qui concerne les mises au rebut de stock, nous avons décidé de concentrer notre offre de produits et avons cessé de commercialiser ceux qui dégageaient un chiffre d'affaires et/ou une marge trop faible au regard des coûts engendrés en termes de stockage et de logistique. De plus, l'arrêt programmé de la famille de bras *Univers* qui équipe nos stores depuis dix ans a augmenté le montant de mise au rebut.

Cette mise au point s'avérait indispensable également dans la perspective du premier trimestre de l'année 2009, au cours duquel la société Stores Roche allait bénéficier d'une extension de bâtiment et récupérer la gestion complète de son stock d'accessoires, qui était jusqu'à présent sous-traitée à la filiale I.L.P.A.

L'exercice se solde par un déficit de 428 K€, après imputation d'un montant de 211 K€ correspondant à la créance constatée au titre du report en arrière des déficits.

### *Faits et tendances du premier trimestre 2009 :*

Conformément à sa feuille de route, la société Stores Roche a lancé un nouveau concept de store breveté que nous avons exposé au salon R&T qui s'est tenu à Stuttgart en février. Le succès d'estime et les réactions positives observées nous confortent dans notre stratégie de rupture par rapport aux produits concurrents. Le produit, baptisé

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Chrysalis*, va nous permettre de nous repositionner sur un marché où les innovations sont peu nombreuses.

En parallèle, nous avons pris en compte la conjoncture économique et la baisse du pouvoir d'achat. Nous avons ainsi lancé, dès le mois de janvier, un nouveau produit "entrée de gamme" avec un positionnement prix plus agressif.

Dans un objectif de reconquête de parts de marché, nous avons rebâti notre tarification afin de répondre aux attentes du marché.

Nous avons conclu un accord exclusif sur le territoire français pour une nouvelle toile de store qui permet, grâce à un nouveau procédé, de reproduire n'importe quelle photo numérique sur toute la largeur et l'avancée du store. Cet argument nous permet d'avoir une approche commerciale vis-à-vis de commerces, magasins, hôtels ou restaurants à qui nous pouvons proposer une personnalisation de leurs stores. Nous sortons du cadre de la protection solaire seule pour nous situer davantage dans le domaine de l'enseigne et de la communication.

### *Orientation stratégique :*

La saisonnalité de vente des stores extérieurs est une contrainte difficile à contourner. Or, le niveau de chiffre d'affaires est insuffisant pour atteindre le point mort sachant que nous avons allégé la structure au deuxième semestre 2008.

C'est pourquoi nous avons pris le parti d'adjoindre à la ligne de stores une offre complémentaire de produits livrables prêts-à-la-pose (tels que portes d'entrée, portails, etc...) commercialisables auprès de nos clients multi-métiers.

Ces nouveaux produits ne seront pas développés en interne. Ils résulteront d'accords passés avec des industriels européens possédant le savoir-faire technique, et qui ne sont pas ou peu implantés sur le marché français.

Dès le mois d'avril, nous débuterons la commercialisation d'une gamme de portes d'entrée.

**- Société SOFADI-TIASO :** L'année 2008 a été marquée par la centralisation et l'autonomie complète de la société Sofadi-Tiaso sur le site de Mitry-Mory. La construction de 3 000 m<sup>2</sup> supplémentaires a permis de pouvoir centraliser l'ensemble des produits des activités "Sofadi" et "Tiaso" sur un même site.

La croissance réalisée ces dernières années par le pôle aménagement du Groupe Installux s'est confirmée sur le début de l'année 2008 malgré les prémices de la crise. Nous avons clairement senti un ralentissement de l'activité "Sofadi" sur le marché de l'agencement dès le premier semestre, et ce malgré le lancement d'une nouvelle gamme acier (*Look 100*) et la refonte complète de notre documentation commerciale. Pour l'activité "Tiaso", le

ralentissement a commencé sur le dernier trimestre, mais elle enregistre cependant en 2008 son meilleur chiffre d'affaires en passant le cap des 10 M€.

Durant toute l'année, nous avons centralisé nos efforts sur l'organisation et la création afin d'être prêts en 2009 pour porter nos efforts sur la performance commerciale.

### *L'organisation :*

Nous avons acheté un deuxième camion, complètement réaménagé notre site (cantilever, picking, etc...), centralisé la production (huisseries et portes), créé un poste achat et approvisionnement sur le site de Mitry-Mory, et recruté un commercial supplémentaire pour développer le secteur du nord.

### *Création :*

Nous avons complètement refondu la documentation commerciale "Sofadi", lancé une nouvelle crémaillère répondant aux besoins des chaînes de magasins, mis en stock une gamme acier complète (crémaillères, autoportants et accessoires), et développé une cloison verre bord à bord répondant à la demande des architectes pour "Tiaso".

L'ensemble de ces éléments a fait de l'année 2008 une année particulièrement active et intéressante pour le développement de la société, permettant d'appréhender 2009 plus sereinement avec des équipes complètes et un outil optimisé capable encore d'évoluer.

Malgré le fort impact du ralentissement économique, nos produits et notre dynamisme commercial nous positionnent sur des nouveaux marchés, avec des nouveaux clients, ce qui nous permettra d'être encore plus performants lorsque le marché redémarrera.

**- Société FRANCE ALU COLOR (F.A.C.) :** Après les importants investissements réalisés en 2007, le challenge consistait à "démarrer" le site reconfiguré, l'année 2008 étant le premier exercice entièrement réalisé sur les nouvelles machines (chaîne verticale, station de traitement des eaux) et au sein des nouvelles activités (décors bois, sertissage et stockage).

Le démantèlement de notre ancienne chaîne, fortement retardé par la présence d'amiante (éliminée selon les normes de sécurité et d'environnement en vigueur) dans le four de cuisson a longuement perturbé notre prise en main de ce nouveau site puisque nous n'avons pu l'utiliser dans sa configuration définitive qu'à partir du mois de septembre 2008 ; nous contraignant à travailler à contre flux sur une partie de l'activité.

Dans un marché soutenu, nos priorités étaient de sécuriser nos process, de fiabiliser nos équipes et de rechercher une amélioration de la qualité.

Cette forte croissance nous a amené à de profonds remaniements dans l'organisation. La dimension humaine et le



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

recrutement ont jalonné l'année au travers des formations internes continues, tant vers les nouveaux entrants que vers les salariés les plus anciens qui avaient, pour certains, perdus leurs pères.

L'amélioration de la qualité a été notre souci constant, dans le respect de nos labels *Qualicoat* et *Qualimarine*, afin de garantir à nos clients un niveau de service attendu tout en assurant une productivité à la hauteur de nos budgets.

Un challenge réussi puisque ce premier exercice se solde par un accroissement du nombre de clients, un chiffre d'affaires en progression de près de 20 %, et un résultat positif de 178 K€, en augmentation de 11 % par rapport à l'année 2007.

C'est avec une unité techniquement maîtrisée et une offre couleur retravaillée que nous entamons l'année 2009. Malgré un contexte économique difficile, nous escomptons gagner de nouvelles parts de marchés en nous appuyant sur notre avance technique et une communication en adéquation avec notre stratégie de services et de couleurs.

**- Société METALES DIFFUSION :** L'année 2008 a été une année de lancement d'un nouveau modèle économique consistant à offrir un système catalogue fileur à des industriels de la fenêtre aluminium de taille moyenne qui n'ont pas leur propre produit, et en associant une notion de service de dépannage rapide à travers la prestation de la société France Alu Color.

Cette offre produit laisse toute liberté aux clients d'intégrer les quincailleries de leur choix. L'industriel peut ainsi bénéficier d'un prix proche de l'extrusion et d'un prix service France Alu Color proche du gammiste. Elle vient compléter l'offre globale du Groupe Installux sur le marché de l'industrialisation de la fenêtre en circuit court.

La mise à disposition du système Metal F (fenêtre battante) par la société Metales Extruidos s'est avérée plus lente que prévu : promise début 2008, elle n'a été disponible qu'en juillet, avec un dossier d'homologation non lancé. Il est en outre apparu que le produit, accepté techniquement, était trop cher d'environ 15 % et ne répondait pas à la cible client.

Face à ce constat, la société Metales Diffusion a décidé de changer de cible client et est en train de rédiger un nouveau cahier des charges pour que la société Metales Extruidos développe une nouvelle version correspondant aux besoins des industriels. Ce produit sera disponible à la vente à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

La mise à disposition du système Metal C (fenêtre coulissante) par la société Metales Extruidos, promise pour l'autonome 2008, a été, avec l'expérience de la Metal F, revue complètement dans un nouveau cahier des charges, et la mise à disposition du produit a été reportée à juin 2009.

Les relations avec les instances normatives CSTB sont établies et les projets avancent normalement.

### **Activités du Groupe à l'export**

Le chiffre d'affaires export 2008 global, incluant les filiales Installux Gulf et I.T.E., est de 5 494 K€ (+ 2.4 % par rapport à 2007), les évolutions de chiffre d'affaires d'une marque à l'autre étant très différentes.

Nous espérons en 2009 continuer notre croissance grâce aux investissements réalisés pour l'export, même si la conjoncture internationale ne nous est pas favorable. Le lancement des nouveaux produits et une équipe plus structurée avec une vraie force commerciale devraient nous permettre d'atteindre les objectifs ambitieux fixés en début d'année.

**Société INSTALLUX :** La société Installux finit l'année 2008 avec un chiffre d'affaires de 2 265 K€ (+ 5 % par rapport à 2007). Cette progression est réalisée en grande partie grâce à de nouveaux clients. En revanche, le retard pris dans le lancement de produits stratégiques sur certains marchés (jalousie *Austral*) nous a handicapés et a empêché la réalisation des objectifs fixés en début d'année. L'Afrique a été très en deçà de nos prévisions, l'arrivée de nouveaux clients s'étant faite tardivement sur 2008 et ayant donc eu peu d'impact.

Le lancement de la jalousie, la confirmation de projets initiés en 2008 et la nouvelle organisation commerciale 2009 nous permettent de rester optimistes quant à la réalisation de nos objectifs 2009, correspondant à une croissance de 9 %.

**Société STORES ROCHE :** La société Stores Roche finit l'année 2008 avec un chiffre d'affaires de 598 K€ (- 27 % par rapport à 2007). Les marchés "Stores Complètes" ont perdu 12 % par rapport à 2007, la progression réalisée au Royaume-Uni et en Belgique ne compensant pas la baisse de volume en Allemagne.

Les marchés "Pièces Détachées" sont, eux, en forte baisse. La concurrence d'armaturiers, de plus en plus nombreux et spécialisés dans la pièce détachée, nous rend l'accès à ces marchés de plus en plus difficile, ce qui nous conforte dans notre stratégie d'attaque des marchés "Stores Complètes" européens.

La société Stores Roche ayant fortement investi à l'export avec la participation au salon international de la protection solaire R+T en Allemagne, nous devrions enfin connaître en 2009 une forte croissance, notamment sur les marchés "Stores Complètes". Le nouveau concept *Chrysalis*® connaît un accueil très favorable à ce jour sur les marchés complets et, même si 2009 n'est qu'une année de pré-lancement pour ce nouveau produit, cela nous permet de rentrer chez certains storistes inaccessibles auparavant.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Société SOFADI-TIASO :** La société Sofadi-Tiaso finit l'année 2008 avec un chiffre d'affaires de 754 K€ (- 26 % par rapport à 2007). L'ensemble des distributeurs nationaux Sofadi est en baisse par rapport à 2007.

La refonte de la gamme Sofadi présentée lors d'un séminaire fin mai 2008 n'a pas eu l'effet escompté sur 2008, et le manque de suivi et d'accompagnement des distributeurs s'est ressenti en fin d'année.

L'arrivée, début avril, d'une nouvelle responsable de zone spécialisée pour la marque Sofadi Tiaso devrait nous permettre de stopper la baisse de chiffre d'affaires. Une mise à plat de la stratégie de distribution export est à faire et 2009 devrait nous permettre de dresser un bilan précis sur la situation des distributeurs Sofadi et envisager, pour certains marchés, une nouvelle stratégie, identique à celle de la France.

La nouvelle responsable de zone devrait également nous permettre de traiter nos premières affaires Tiaso dans les pays limitrophes et d'établir un plan d'action pour 2010 sur ces marchés.

### **Société INSTALLUX GULF :**

*Gamme Installux System :*

2008 a vu la société Installux Gulf subir un certain nombre de changements : augmentation de personnel, introduction de nouveaux produits tels que portes *Comète 50* à clamer et la gamme *G System*, portes, fenêtres et coulissants économiques.

Bien que les performances de l'année n'aient pas été spectaculaires, un résultat bénéficiaire de 86 K€ a été réalisé. En revanche, la société Installux Gulf a structuré son effectif avec un directeur opérationnel, un métreur, et deux nouveaux commerciaux, dont une personne issue de l'équipe ADV Export Installux. Tous les postes nécessaires sont pourvus, ce qui était un des objectifs de 2008.

La crise économique ayant également atteint le Moyen-Orient, la société Installux Gulf s'est montrée prudente dans ses prévisions pour l'année 2009 : maîtrise des coûts et des dépenses, optimisation de la productivité de l'équipe. Des projets entamés en 2008 se concrétisent en 2009 et devraient nous permettre de réaliser nos objectifs.

Les objectifs produits 2009 seront la commercialisation du nouveau mur rideau *Univers 54*, de la version spécifique *Univers 54 VEC* et semi VEC (version spécifique Moyen-Orient) et le développement des ventes Tiaso, Sofadi et Stores Roche.

Sachant que la récession dans la région n'affecte pas tous les pays de la même façon, nous focalisons notre attention et notre énergie sur les marchés qui poursuivent leur croissance, tels que le Qatar, Abu Dhabi, la Jordanie, l'Iran et l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, nous allons tenter de développer notre activité sur l'Inde, avec notre client Bahreïni Ashbee qui vient d'ouvrir une filiale sur place.

*Gamme G System :*

La gamme *G System* semble offrir de bonnes possibilités de croissance des ventes, ainsi qu'une extension de notre base commerciale. Cette offre produit devrait nous apporter un volume plus conséquent sur 2009. Elle pourra également être proposée sur d'autres marchés en 2009 (Afrique, DOM TOM).

**Société INSTALLUX TRADING EXPORT (I.T.E.) :** La société n'a pas réalisé de chiffre d'affaires en direct en 2008, mais a mis en place une organisation de pur trading qui devrait se développer en 2009. L'essentiel de son chiffre d'affaires correspond cette année à la prestation d'assistance qu'elle effectue auprès de sa filiale Installux Gulf.

### **Tableau des filiales et participations**

Les principales données chiffrées relatives à l'activité de chacune de nos filiales se trouvent résumées dans un tableau joint au présent rapport.

### **Événements intervenus depuis la clôture de l'exercice**

Aucun événement significatif susceptible d'avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés ne s'est produit au sein du Groupe depuis la clôture de l'exercice.

Nous vous précisons toutefois que la dissolution de la société I.L.P.A., prononcée fin 2008, a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2009, continuant ainsi la simplification de l'organigramme du groupe initiée avec la fusion des sociétés I.L.P. et I.L.A., puis la dissolution de la société Installux Services.

### **Activités en matière de recherche et de développement**

Les sociétés du Groupe n'ont pas eu d'activité de recherche et développement sur l'exercice.

### **Informations sociales et environnementales**

#### **1. Conséquences sociales de l'activité :**

L'effectif est en hausse de 26 personnes pour atteindre 438 salariés au 31 décembre 2008. L'effectif global moyen a, quant à lui, progressé de 3 personnes, soit 12 salariés de plus et 9 intérimaires de moins.

Le taux de turn over est de 11 % contre 12 % en 2007 et le taux d'absentéisme, qui s'élève à 5 % des effectifs, est resté identique à l'exercice précédent.

La durée du travail est de 38 h par semaine.

L'augmentation générale des salaires au 1er janvier 2008 a été fixée à 2 % pour atteindre un taux moyen final de 2,8 %.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le taux de charges sociales est de 46 %, se répartissant en 37 % de charges obligatoires et 9 % de charges facultatives (mutuelle, indemnité de transport, œuvres sociales, restaurant d'entreprise, etc...).

Le coût de la formation s'est élevé à 83 K€ hors charges de personnel. Il n'y a pas eu de dépenses effectuées au titre du Droit Individuel à la Formation.

Le montant de l'intéressement et de la participation (932 K€) a représenté 1,6 mois de salaire net et 17 % du résultat net.

### **2. Conséquences environnementales de l'activité :**

L'activité de négoce du Groupe est sans atteinte particulière à l'environnement. Les déchets résultant des défauts de qualité ou des arrêts de gammes sont vendus à des récupérateurs.

En ce qui concerne l'activité de laquage, la refonte du site en fin d'année 2007 ne cesse de porter ses fruits :

- la mise en place de la nouvelle station de traitement des eaux nous a permis, comparativement à l'augmentation de notre production, de maintenir, voire de diminuer les flux de pollution pour certains paramètres,
- la meilleure maîtrise de la gestion de nos bains de traitement de surface et l'augmentation de la capacité de traitement de notre station ont entraîné une réduction considérable des traitements externes d'effluents,
- les mesures de bruit externe réalisées en fin d'année 2008 sont venues confirmer la diminution d'émergence attendue suite à la rénovation du bâtiment,
- la meilleure gestion des consommations de poudre a permis de réduire le volume de nos déchets.

En ce qui concerne le suivi quotidien de la réglementation en vigueur, la société dispose d'un service qualité composé de 3 personnes.

### **Description des principaux risques et incertitudes**

Les principaux risques auxquels les sociétés du Groupe sont exposées sont décrits en détail dans la note 24 de l'annexe.

## **2 - LA SOCIÉTÉ INSTALLUX**

### **Comptes annuels**

Les comptes sociaux de notre Société au 31 décembre 2008 ainsi que leurs annexes, de même que le tableau des résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices sociaux, sont joints au présent rapport.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes annuels qui vous sont présentés sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles retenues pour l'exercice précédent.

### **1) Chiffre d'affaires et marge :**

Les ventes augmentent de 5 % par rapport à 2007, se répartissant en une hausse des tarifs de 3,3 % et une hausse en volume de 1,7 %.

Le taux de marge s'améliore de 1,5 point, dont 1,3 point relatif à la reprise en direct de l'activité fabrication, sous-traitée à la société Installux Services en 2007 (879 K€).

Le prix d'achat de l'aluminium est de 2,98 € le kg en moyenne, contre 3,09 € le kg en moyenne en 2007 (baisse de 3,5 %).

Le transfert de prestations de laquage de la société Saro vers la société F.A.C. (à un coût supérieur) a un impact d'environ 1 point sur le taux de marge, alors qu'il était d'environ 0,5 point en 2007.

L'augmentation de 2,4 M€ de la marge globale correspond à celle du chiffre d'affaires à concurrence de 1,4 M€, et à celle de la hausse du taux de marge à concurrence de 1 M€.

### **2) Capitaux propres :**

Les capitaux propres, qui s'élevaient au début de l'exercice à 38 874 K€, ont été minorés du dividende de 2 720 K€ versé en 2008 et majorés du résultat de 5 645 K€ réalisé en 2008, de sorte qu'ils s'établissent à la fin de l'exercice à la somme de 41 799 K€.

### **3) Titres de participation :**

La règle concernant la valorisation des titres (multiple de la situation nette et du résultat) a été complétée de manière à ce qu'il n'y ait pas de provision à constituer tant que la valeur d'acquisition des titres demeure supérieure aux capitaux propres de la filiale.

### **4) Prêt France Alu Color :**

Un prêt de 3,5 M€ a été accordé à la société France Alu Color le 1<sup>er</sup> avril 2008 pour une durée de 7 ans, au taux de l'euribor 3 mois + 0,60, pour assurer le financement des investissements 2007. Ce prêt se substitue à une avance en compte courant d'un montant de 1,8 M€ au 31 décembre 2007.

### **5) Abandon de compte courant Sofadi-Tiaso :**

Un montant de 176 K€ a été remboursé conformément à la convention de retour à meilleure fortune, concernant l'abandon de 800 K€ de compte courant effectué au 31 décembre 2002. Le solde, soit 129 K€, demeure en engagement hors bilan.

### **6) Analyse du résultat :**

Le résultat d'exploitation est en augmentation de 13 % par rapport à 2007, essentiellement en raison de l'amélioration de la marge sur coûts variables.

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le résultat financier intègre une plus-value de 585 K€ sur la cession des titres auto-détenus.

Le résultat exceptionnel comprend un produit de 176 K€ correspondant au remboursement d'abandon de compte courant de Sofadi-Tiaso.

Le résultat net est en progression de 10 % par rapport à 2007, et de 14 % après retraitement des éléments financiers et exceptionnels réalisés en 2007 et 2008.

### Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 1 107 Euros, au titre des dépenses non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du même Code ; l'impôt correspondant s'élève à 369 Euros (au taux normal de l'impôt sur les Sociétés, hors contributions additionnelles).

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 223 quinquiés du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'il n'a été procédé, en application de l'article 39-5 du même Code, à la réintégration dans le bénéfice imposable de la société d'aucun frais généraux.

### Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le Bénéfice de l'exercice, qui s'élève à la somme de 5 644 995,99 Euros, majoré de la somme de 11 106,00 Euros qui figure au compte "Report à Nouveau" créateur, soit au total la somme de 5 656 101,99 Euros, de la façon suivante :

- une somme de 2 124 500,00 Euros serait distribuée aux actionnaires à titre de dividendes, ci	2 124 500,00 €
- une somme de 836,00 Euros serait virée au compte "Réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants", qui se trouverait ainsi porté de 836,00 Euros à 1 672,00 Euros, ci	836,00 €
- une somme de 3 530 765,99 Euros serait virée au compte "Autres Réserves", qui se trouverait ainsi porté de 29 434 264,08 Euros à 32 965 030,07 Euros, ci	3 530 765,99 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 656 101,99</b>

Le dividende mis en distribution, d'un montant de 7,00 Euros par action, serait éligible, pour les bénéficiaires remplissant les conditions requises, à la réfaction instituée par l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts et serait mis en paiement le 18 juin 2009, étant précisé que :

- ce dividende, lorsqu'il sera servi à des particuliers fiscalement domiciliés en France et dont les titres ne sont pas inscrits en PEA, subira une retenue à la source de 12,10 % au titre des prélèvements sociaux,

- les mêmes associés qui entendraient par ailleurs opter pour le prélèvement de 18 %, libératoire de l'impôt sur le revenu, devront en aviser la Société avant la mise en paiement du dividende.

Etant précisé que dans l'hypothèse où, au jour de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, la quote-part du dividende revenant auxdites actions serait affectée à un compte "Report à Nouveau" créateur à ouvrir au passif du bilan.

### Dividendes distribués au titre des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sociaux ont été les suivants :

	Dividende total (hors actions auto-détenues)	Dividende éligible à la réfaction	Dividende non éligible à la réfaction
Exercice clos le 31 décembre 2005	1 798 866 € (6,10 € par action)	1 798 866 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2006	1 798 866 € (6,10 € par action)	1 798 866 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2007	2 731 500 € (9,00 € par action)	2 731 500 €	0 €

## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Informations concernant les mandataires sociaux

#### 1. Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux :

Les mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par les mandataires sociaux sont les suivants :

##### Président Directeur Général :

Nom, Prénom, Domicile	Date de naissance	Date de nomination	Autres fonctions
M. Christian CANTY 601, chemin des Grandes Vierres, DOMMARTIN (Rhône)	23.11.1947	19.06.2003	<b>Président :</b> - Financière C.C.E. S.A.S. - Crédit Mutuel Gambetta <b>Représentant permanent de Financière C.C.E.,</b> <b>Présidente :</b> - Stores Roche S.A.S. - Sofadi-Tiaso S.A.S. - France Alu Color S.A.S. <b>Représentant permanent de Financière CCE,</b> <b>Directrice Générale Déléguée</b> - Metales Diffusion <b>Administrateur :</b> - Asvel <b>Gérant</b> - C.D.C. Conseils - Côté Baies - I.M.G. - Immobilière C.C. Expansion - Compans Industries Réunies - Marcilloles

##### Administrateurs :

M. Robert OLLIER 15, rue Vendôme, LYON 6 <sup>e</sup> (Rhône)	02.04.1923	15.06.2006	Néant
M. Christophe CANTY 27, rue Sœur Bouvier, LYON 5 <sup>e</sup> (Rhône)	06.05.1975	18.06.2008	<b>Directeur Général Délégué :</b> - Financière C.C.E. S.A.S. <b>Administrateur :</b> - Installux Gulf
M. Gérard COSTAILLE 2, route d'Avallon, ST MAGNANCE (Yonne)	15.03.1949	18.06.2008	<b>Salarié :</b> - I.M.G.
Mme Nicole CANQUERY 7, allée de la Mâtre, VILLENEUVE (Ain)	27.04.1956	15.06.2006	<b>Présidente :</b> - Financière des Salariés d'Installux <b>Salariée :</b> - I.M.G.
M. Franck MAVIGNER 9H, chemin du Grégoire, DARDILLY (Rhône)	06.10.1968	15.06.2006	<b>Administrateur :</b> - Installux Gulf <b>Salarié :</b> - I.M.G.

#### 2. Rémunération et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux :

L'ensemble des rémunérations versées aux mandataires sociaux de la Société Installux, des sociétés qu'elle

contrôle et de la société qui la contrôle s'est élevé à la somme de 697 063 €, dont 663 583 € correspondant aux salaires et avantages en nature, et 33 480 € correspondant à l'intéressement et à la participation.



## RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Jetons de présence**

Nous vous proposons d'allouer au Conseil d'Administration, au titre de l'exercice écoulé, des jetons de présence pour un montant global de 9 000 Euros.

### **Opérations affectant les actions de la Société**

Conformément à l'habilitation donnée par le Conseil d'Administration le 8 avril 2008, 7 370 actions sur les 8 604 auto-détenues en début d'exercice ont été cédées, au prix de 170 €, à la S.A.S. Financière des Salariés d'Installux, ce qui a généré un produit de 585 K€ (390 K€ net d'I.S.).

Le solde des titres auto-détenus en fin d'exercice est de 1.234 actions pour 115 K€ (prix moyen de 92,79 €).

### **État des délégations de compétence et de pouvoirs**

Aucune délégation de pouvoir ou de compétence au Conseil d'Administration n'est en cours de validité.

### **Actionnariat des salariés**

En application des dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice, il n'existait pas de participation des salariés dans le capital de la Société (P.E.E. ou F.C.P.E.).

En outre, nous vous rappelons que votre Assemblée Générale a été appelée à se prononcer sur l'augmentation de capital visée à l'article L. 225-129-6 du Code de Commerce le 18 juin 2008.

### **Structure du capital et participations significatives**

Le capital social de la Société est divisé en 303 500 actions ordinaires, toutes de même catégorie, aucune action ne bénéficiant de droits, financier ou autres, particuliers.

Aucun pacte ou accords entre actionnaire n'a été révélé à la Société.

A notre connaissance, à la date du 31 décembre 2008, les seuils légaux étaient franchis par les actionnaires suivants :

<u>Actionnaires</u>	<u>Seuil franchi</u>
Financière C.C.E.	50 %
Stock Picking France	5 %
Indépendance & Expansion	5 %
Financière Patrimoniale d'Investissement	5 %

La Société n'a été destinataire, au cours de l'exercice 2008, d'aucun autre avis de franchissement de seuil, à la hausse ou à la baisse, étant précisé que : I) la société Financière C.C.E. a absorbé la société C.C. Expansion en date du 1<sup>er</sup> décembre 2008, II) la Société Financière des Salariés d'Installux détient 2,43 % du capital social et III) la Société auto-détient encore 0,4 % de son capital.

Au 31 décembre 2008, le public détenait 36,4 % du capital social.

### **Évolution du cours de l'action**

Au cours de l'exercice 2008, le cours de l'action a évolué de la façon suivante :

– cours au 31 mars 2008 :	180,60 €
– cours au 30 juin 2008 :	195,95 €
– cours au 30 septembre 2008 :	143,00 €
– cours au 31 décembre 2008 :	79,00 €

Ainsi, au 31 décembre 2008, la capitalisation boursière de la Société s'élevait à 23 977 K€, inférieur de 47 % aux capitaux propres consolidés du Groupe.

### **Observations du Comité d'Entreprise**

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation, en application des dispositions de l'article L. 432-4 du Code du Travail, sur la situation économique et sociale de l'entreprise.

### **Renouvellement de mandat d'administrateur**

Nous vous proposons de renouveler, pour une nouvelle durée de six années, le mandat d'Administrateur de Monsieur Christian CANTY, venu à expiration avec la présente Assemblée.

### **Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce**

Nous vous demandons d'approuver, en tant que de besoin, les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Toutes précisions utiles vous seront données à ce sujet par vos Commissaires aux Comptes.

### **Rapport du Président**

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, le Président du Conseil d'Administration a établi un rapport sur la gouvernance de l'entreprise et sur les propositions de contrôle interne et de gestion des risques.

### **Conclusion**

Vous allez maintenant entendre la lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, puis nous répondrons à vos questions.

Nous vous demanderons ensuite de donner acte à vos Administrateurs des informations contenues dans le présent rapport, d'approuver purement et simplement les comptes annuels et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils viennent de vous être présentés, et, d'une façon plus générale, d'adopter les résolutions qui vous seront soumises.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

## RAPPORT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL SUR LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008

En ma qualité de Président-Directeur Général de la Société Installux, j'atteste qu'à ma connaissance les comptes annuels 2008 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Saint-Bonnet-de-Mure, le 21 avril 2009

*Christian CANTY*  
*Président Directeur Général*



## RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 16 JUIN 2009

Chers Actionnaires,

J'ai le plaisir de vous présenter mon rapport établi selon les dispositions de l'article 225-37 du Code de Commerce.

### **Composition du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration, dont la composition n'a pas été modifiée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, est composé des membres suivants :

- **Président et Directeur Général :**  
Monsieur Christian CANTY
- **Administrateurs :**  
Monsieur Robert OLLIER  
Madame Nicole CANQUERY  
Monsieur Christophe CANTY  
Monsieur Gérard COSTAILLE  
Monsieur Franck MAVIGNER.

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Christian CANTY vient à renouvellement avec la présente Assemblée.

### **Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil**

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni 6 fois : le 8 avril 2008, le 29 mai 2008, le 18 juin 2008, le 25 juillet 2008, le 27 octobre 2008 et le 18 novembre 2008, sur la convocation de son Président.

Les informations utiles aux délibérations ont été systématiquement communiquées aux Administrateurs.

Le quorum a toujours été atteint, les Administrateurs s'étant, le cas échéant, abstenus de prendre part au vote lorsque la loi le prévoyait.

Les procès-verbaux des réunions ont été établis après chaque réunion du Conseil dans de brefs délais.

Il n'existe pas de règlement intérieur relatif au fonctionnement du Conseil d'Administration, non plus que de comités spécifiques, ni de censeurs.

### **Limitation des pouvoirs du Directeur Général**

La Direction Générale est exercée par Monsieur Christian CANTY, Président du Conseil d'Administration.

Dans le cadre des relations internes de la Société, aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

### **Code de gouvernement d'entreprise**

Notre Société ne se réfère à aucun code de gouvernement d'entreprise, mettant en œuvre les dispositions prévues par la Loi et les Règlements en vigueur.

### **Principes et règles de détermination des rémunérations des mandataires sociaux**

Les mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération de la Société et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

Ils ne sont attributaires d'aucun plan de souscription ou d'achat d'actions, ni d'aucun bon de souscription de parts de créateurs d'entreprise.

Enfin, aucun engagement n'a été pris à leur égard par la Société correspondant à des rémunérations, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la modification ou de la cessation de leurs fonctions.

### **Modalités particulières de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale**

Les conditions d'accès aux Assemblées Générales qui pourraient déroger aux conditions fixées par la Loi figurent au Titre VI des statuts sociaux, et particulièrement à l'article 19.

### **Informations sur la composition du capital social**

Le rapport de gestion présenté par le Conseil d'Administration contient des informations suffisantes pour répondre aux obligations de l'article L. 225-100-3 du Code de Commerce relatif aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

### **Procédures de contrôle interne et de gestion des risques**

#### **I - DÉFINITION ET OBJECTIF DU CONTRÔLE INTERNE**

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la Direction Générale, le management et autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

L'objectif général du contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de la Société Installux et de ses filiales, et les risques d'erreurs ou de fraudes.

#### **II - ORGANISATION GÉNÉRALE**

##### **1) Les acteurs :**

• Monsieur Christian CANTY, Président et Directeur Général de la Société Installux, est responsable de la mise en place du contrôle interne au sein du Groupe, des moyens mis en œuvre, et de son suivi.

• Le Conseil d'Administration est responsable de l'élaboration des procédures et doit veiller à leur application.

• La Direction Financière, placée sous l'autorité de Madame Nicole CANQUERY, est responsable de la fiabilité de l'information financière. Elle doit s'assurer que les procédures de collecte et de contrôle de l'information sont satisfaisantes et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la fiabilité des informations qu'elle communique.

• Le Supply Chain Manager est en charge de la rédaction des procédures, aidé par le contrôle de gestion qui valide



## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE

leur application, sous la responsabilité de la Direction Générale.

- La Direction Opérationnelle des filiales, placée selon le cas sous l'autorité de Monsieur Gérard COSTAILLE, de Monsieur Franck MAVIGNER, de Monsieur Olivier CROS, de Monsieur Sylvain CHARRETIER, de Monsieur Christophe CANTY ou de Monsieur Jean-Luc GIROUD, s'assure de l'application des procédures au sein des filiales.

- Enfin, les Directions des achats, des ventes, de la logistique, de la production, de la qualité ou de l'informatique sont également impliquées dans la mise en œuvre du contrôle interne, à leur niveau de responsabilité.

### 2) L'information financière et comptable :

Les responsables comptables de chaque Société sont en charge de la collecte et du contrôle des informations financières ; ils établissent les comptes sociaux dans le respect des normes comptables en vigueur.

Le responsable de la consolidation veille au respect des règles établies par le Groupe pour le traitement de l'information.

Les comptes sociaux et consolidés sont établis sous la responsabilité de la Direction Financière qui fait appel à des Sociétés de Conseil pour la validation des comptes consolidés et l'évolution des normes IFRS.

### III - DESCRIPTION DES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

#### 1) Principe :

Le contrôle interne est centralisé au niveau de la Direction Financière du Groupe.

Sa mise en place et son suivi sont découpés selon les différents métiers du Groupe ou selon les grandes fonctions transversales communes aux différentes marques.

Le manuel de contrôle interne rédigé par le Contrôle de Gestion fait l'objet de mises à jour régulières en fonction des évolutions du groupe.

#### 2) Principaux domaines :

- Le système informatique :

D'importants développements ont permis à la société France Alu Color d'améliorer la fiabilité du système actuel et de développer les fonctionnalités nécessaires au pilotage de ses activités.

Le Groupe a lancé une consultation au cours de l'année 2008 afin de remplacer son système d'information actuel comportant de nombreuses interfaces, par un ERP centralisant la grande majorité des informations. Cette consultation a abouti au choix de la solution SAP qui doit être implémentée à partir de 2009 et jusque fin 2010 sur toutes les sociétés du Groupe.

- Les Achats :

Le nouveau cahier des charges a été validé définitivement en 2008. Il sert maintenant de base à toutes les négociations achats. Il est remis à jour régulièrement pour tenir compte des évolutions règlementaires ou stratégiques.

En 2008, les efforts se sont poursuivis sur le suivi de la qualité tant produit que respect des délais. La recherche

de fournisseurs solides financièrement s'est poursuivie, afin de pérenniser nos sources d'approvisionnement.

La part des achats de sous-traitance est très importante dans le Groupe. Au cours de l'année 2008, une étude a été menée pour remettre à plat nos relations et nos procédures avec nos sous-traitants. Cette étude a abouti à la rédaction d'un cahier des charges spécifique pour la sous-traitance et à l'élaboration de nouvelles règles de collaboration avec nos sous-traitants, dans un esprit de partenariat et de collaboration basé sur la confiance et le respect mutuel.

Les achats d'aluminium sont en partie sécurisés par les contrats d'approvisionnement conclus avec les fournisseurs.

- Les approvisionnements :

Des procédures de réapprovisionnement en fonction de stocks minimum sont en place et font l'objet d'ajustements réguliers.

L'étude menée depuis début 2007 pour améliorer nos formules de calcul des stocks mini en fonction des consommations et des délais d'approvisionnement, et les démarches "qualité" engagées auprès des fournisseurs ont permis de diminuer le niveau de stock sans affecter le taux de rupture qui n'a jamais été aussi bas.

- La logistique :

Les procédures mises en place ont pour objectif de réduire au maximum le risque de détournement (vol ou destruction volontaire) des produits.

Les efforts réalisés depuis 2 ans pour sensibiliser le personnel des dépôts aux problèmes d'écart de stock et de respect des procédures ont permis d'améliorer sensiblement notre taux de service clients, tant dans le respect des délais que dans les erreurs de préparation.

- Le risque client :

Les procédures en matière de commerce permettent de limiter les dépassements d'en cours et les risques de perte sur les clients en difficulté.

Pour améliorer encore la procédure, le Comité de Direction du Groupe est avisé mensuellement des dépassements d'en cours importants.

Dans le contexte économique actuel difficile, des consignes très strictes ont été données pour limiter au maximum les en cours importants et répartir le risque sur un nombre de clients plus important.

Les procédures en matière d'établissement des avoirs sont très rigoureuses, et la plupart des avoirs doivent obtenir l'aval de la Direction Commerciale.

- Les fournisseurs :

Les procédures de contrôle permettent de valider nos réceptions en qualité et quantités, et celles de visa de sécuriser les règlements.

Nos principaux fournisseurs ainsi que les fournisseurs sensibles font l'objet d'un suivi régulier par le crédit manager pour s'assurer de la pérennité de nos approvisionnements.

## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL ET LE CONTRÔLE INTERNE

- La sécurité des personnes :

Un suivi est réalisé régulièrement sur le sujet en collaboration avec le CHSCT.

Des organismes de contrôle interviennent régulièrement sur les différents sites du Groupe pour vérifier la conformité de nos installations avec les normes de sécurité en vigueur.

- Le risque environnemental :

Les risques liés à l'activité de laquage font l'objet d'études permanentes pour améliorer la fiabilité des processus de production et le degré de toxicité des produits utilisés.

La nouvelle station de traitement des eaux installée en fin d'année 2007 a constitué un tournant important dans la gestion des effluents.

- L'assurance des biens et des risques d'exploitation :

La Direction Générale et la Direction Financière s'assurent régulièrement du niveau et des conditions des garanties souscrites.

Une expertise a été réalisée en 2008 pour ajuster les valeurs déclarées.

- Le respect des normes :

La société France Alu Color, qui est certifiée *Qualicoat* et *Qualmarine*, est régulièrement contrôlée par l'organisme en charge de ces labels.

Pour les autres sociétés du Groupe, le Bureau d'Etudes est chargé de la certification des produits selon les normes européennes applicables et de procéder aux tests nécessaires vis-à-vis des différents organismes de contrôle.

- Les délégations de signatures :

Elles sont du domaine réservé des dirigeants, qui, seuls, peuvent déléguer leur signature.

Sur les comptes bancaires des Sociétés, les seules signatures autorisées sont celles de leurs représentants légaux et, par délégation, celles de Madame Nicole CANQUERY, Monsieur Franck MAVIGNER, Monsieur Christophe CANTY ainsi que pour un montant limité Monsieur Jean Luc GIROUD et Monsieur Sylvain MOYNE.

### 3) Élaboration de l'information financière :

Le système d'information repose sur un outil informatique performant et des procédures simples et fiables.

Un suivi mensuel et l'établissement de comptes semestriels concourent à la fiabilité de l'information financière et permettent d'apporter les corrections nécessaires rapidement en cas de dérive constatée.

L'établissement des comptes consolidés du Groupe répond aux mêmes règles de contrôle que les comptes sociaux.

### IV - ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

La refonte de notre système d'information va être l'un des axes majeurs de notre évolution durant les deux années à venir.

La Direction du projet sera assurée par Monsieur Gérard COSTAILLE (Directeur Général du Groupe) à la direction stratégique, et Monsieur Frédéric LABROSSE (Directeur des Systèmes d'Informations) à la direction opérationnelle.

Une quinzaine de personnes en interne seront partiellement ou totalement détachées sur le projet pour participer au paramétrage aux côtés des équipes de l'intégrateur.

Monsieur Philippe ANTOINE, Supply Chain Manager, prendra en charge toute la partie centrale de l'ERP de la prise de commande client jusqu'à l'expédition, en passant par l'approvisionnement et la gestion de la sous-traitance.

Messieurs Aurélien FOUGERE, Responsable de Production, et Rodolphe SALLEYRON, Chef de Projet Informatique, suivront la partie production, prévision et configuration.

Monsieur Patrick LHORISSON, Contrôleur de Gestion du Groupe supervisera l'implémentation de la partie Finance-Contrôle de Gestion.

### V - FIABILITÉ ET EFFICACITÉ DES PROCÉDURES

Les opérations de validation des procédures sont confiées au contrôle de gestion qui, sous la responsabilité de la Direction Financière, assure la fonction d'audit interne.

### VI - GESTION DES RISQUES

Le Conseil d'Administration vous a exposé, dans son rapport de gestion, les principaux risques et incertitudes auxquels la Société et ses filiales sont exposées.

Aucun autre risque majeur pouvant mettre en péril le Groupe n'a été identifié.

### **Approbation du rapport et informations**

Le présent rapport a été présenté au Conseil d'Administration et approuvé par ce dernier dans sa séance du 31 mars 2009.

Il sera mis en ligne sur le site de notre Société au plus tard le 30 avril 2009.

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ INSTALLUX

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

*Aux Actionnaires,*

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société INSTALLUX et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de Commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que la documentation existante,
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante,
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

### **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de Commerce.

Fait à Lyon, le 27 avril 2009

*NOVANCES - DECHANT et Associés*  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
*Christophe ALEXANDRE, Représentant légal*



*MEUNIER et Associés*  
*Société de Commissaires aux Comptes*  
*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
*Patrick VELAY, Représentant légal*





**COMPTES CONSOLIDÉS  
DU GROUPE**

# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## COMPTE DE RÉSULTAT

NOTES	En K€	2008	2007
Note 5	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>100 355</b>	<b>99 727</b>
	Achats consommés	- 52 685	- 53 010
Note 6	Charges de personnel	- 16 666	- 15 748
	Charges externes	- 19 119	- 18 909
	Impôts et taxes	- 1 203	- 1 209
	Dotation aux amortissements	- 2 302	- 1 786
Note 8	Dotation nette aux provisions	344	- 551
Note 9	Autres produits et charges d'exploitation	- 786	- 703
	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT</b>	<b>7 936</b>	<b>7 811</b>
Note 11	Autres produits et charges opérationnels non courants	0	0
	<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>7 936</b>	<b>7 811</b>
Note 12	Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	485	440
Note 12	Coût de l'endettement financier brut	- 70	- 32
	<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>415</b>	<b>407</b>
Note 12.2	Autres produits et charges financiers	1	29
Note 13	Charge d'impôt	- 2 893	- 2 644
	<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>5 459</b>	<b>5 603</b>
	. part du Groupe	5 417	5 548
	. intérêts minoritaires	42	55
Note 14	<b>Résultat par action (part du Groupe)</b>	<b>17,92</b>	<b>18,81</b>
Note 14	<b>Résultat dilué par action (part du Groupe)</b>	<b>17,92</b>	<b>18,81</b>

Il n'y a pas eu d'activité abandonnée sur la période, ni de filiale mise en équivalence.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## BILAN - ACTIF

NOTES	En K€	2008	2007
Note 15.1	Ecart d'acquisition Positif	1 107	1 107
Note 15.3	Immobilisations incorporelles	27	79
Note 15.4	Immobilisations corporelles	12 150	11 853
Note 15.5	Immobilisations financières	636	621
Note 25	Impôts différés actifs	372	308
	<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>14 292</b>	<b>13 968</b>
Note 16.1	Stocks	16 401	15 820
Note 16.2	Clients	19 972	20 589
Note 16.4	Autres actifs courants	2 213	2 425
Note 17	Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 740	10 635
	<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>52 326</b>	<b>49 470</b>
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>66 617</b>	<b>63 438</b>

## BILAN - PASSIF

NOTES	En K€	2008	2007
Note 18	Capital	4 856	4 856
	Prime de fusion	877	877
	Ecart de conversion	- 37	- 77
Note 18.2	Titres d'autocontrôle	- 115	- 782
	Réserves et résultats consolidés	39 859	36 773
	<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>	<b>45 441</b>	<b>41 647</b>
	Intérêts minoritaires	207	196
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>45 648</b>	<b>41 842</b>
Note 21.2	Dettes financières non courantes		
Note 19	Engagements au titre des pensions et retraites	199	172
Note 20.1	Provisions non courantes		
Note 25	Impôts différés passifs	86	74
	<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>285</b>	<b>246</b>
Note 21.2	Dettes financières courantes	51	120
	Dettes fournisseurs	15 309	16 721
Note 20.2	Provisions courantes	54	196
	Dettes d'impôts sur les sociétés	735	87
Note 22	Autres passifs courants	4 536	4 226
	<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>20 685</b>	<b>21 349</b>
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>66 617</b>	<b>63 438</b>

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

NOTES	En K€	2008	2007
	<b>Résultat net consolidé</b>	<b>5 459</b>	<b>5 603</b>
	Amortissements et provisions (hors actif circulant)	2 188	1 793
	Variation des impôts différés	- 247	- 39
	Plus ou moins-values de cessions	23	110
	<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>7 422</b>	<b>7 466</b>
Note 16.1	Variation des stocks	- 581	- 1 288
Note 16.2	Variation du poste clients	432	- 300
	Variation du poste fournisseurs	- 966	- 861
	Variation des autres actifs et passifs courants	1 862	52
	<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>747</b>	<b>- 2 398</b>
	<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>8 169</b>	<b>5 068</b>
Note 15.2	Acquisition d'immobilisations	- 3 693	- 5 564
	Cession d'immobilisations	218	505
	Incidence des variations de périmètre		
	<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>- 3 475</b>	<b>- 5 059</b>
	Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 2 720	- 1 799
	Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 39	
Note 18.2	Variation des titres d'autocontrôle	1 253	
Note 21	Souscription d'emprunts		
Note 21	Remboursement d'emprunts	- 120	- 169
	Remboursement des autres dettes financières		
	<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>- 1 626</b>	<b>- 1 968</b>
	Incidence des variations de cours des devises	35	- 45
	<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>3 104</b>	<b>- 2 004</b>

Note 17	<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE</b>	<b>10 635</b>	<b>12 639</b>
Note 17	<b>TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE</b>	<b>13 740</b>	<b>10 635</b>



# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES	En K€	Capital	Prime de fusion	Titres d'auto-contrôle	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Total part Groupe	Minoritaires	Total
	<b>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2007</b>	4 856	851	- 782	- 47	33 052	37 929	160	38 089
	Résultat net de l'exercice					5 548	5 548	55	5 603
	Variation écarts de conversion				- 30		- 30	- 20	- 50
	<b>Résultat global de l'exercice*</b>				- 30	5 548	5 518	35	5 553
	Dividendes					- 1 799	- 1 799		- 1 799
	Variation de périmètre et autre		26			- 27	- 1		- 1
	<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2007</b>	4 856	877	- 782	- 77	36 773	41 647	196	41 842
	Résultat net de l'exercice					5 417	5 417	42	5 459
	Variation écarts de conversion				40		40	8	48
Note 18.2	Cession des titres d'autocontrôle (PV)			668		390	1 058		1 05
	<b>Résultat global de l'exercice*</b>			668	40	5 807	6 514	50	6 564
	Dividendes					- 2 720	- 2 720	- 39	- 2 759
	Variation de périmètre et autre								
	<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008</b>	4 856	877	- 115	- 37	39 859	45 441	207	45 648

\* Le résultat global regroupe le résultat de l'exercice et les produits et charges directement imputés sur les réserves.

Les réserves et report à nouveau de la société mère représentent 29 723 K€ des réserves du Groupe (hors résultat de la période) au 31/12/2008 contre 27 597 K€ au 31/12/2007.

Le montant du dividende qui sera proposé lors de l'Assemblée Générale est de 2 125 K€ (2 116 K€ hors titres d'autocontrôle), soit 7,00 € par action.

## NOTES ANNEXES

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 mars 2009. Ces comptes seront

soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 juin 2009.

Installux est une société anonyme de droit français, située à Saint-Bonnet-de-Mure, et cotée sur le segment Eurolist C. L'activité du Groupe par métier est décrite note 2.6.

### NOTE 1 – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

#### 1.1 - Faits marquants de la période

La société a cédé 7 370 titres d'autocontrôle pour un montant de 1 253 K€ brut et une plus-value de 390 K€ nette d'impôt.

Les impacts de cette cession ont été comptabilisés directement en capitaux propres.

#### 1.2 - Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

- aucune modification n'a été apportée aux comptes antérieurement publiés.

#### 1.3 - Autres faits marquants de l'exercice et événements postérieurs

Il n'y a pas d'autre fait marquant sur la période, ni d'événement significatif postérieur à la clôture.

### NOTE 2 - PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

#### 2.1 – Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe Installux au 31 décembre 2008 ont été établis en appliquant le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)).

Les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables de manière obligatoire en 2008 (amendement IAS 39 et IFRS 7 -reclassement des actifs financiers-, IFRIC 11 -actions propres et transactions intragroupes-, et IFRIC 14 -plafonnement des actifs et obligation de financement minimum-) n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe Installux.

Le Groupe Installux a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui entrent en vigueur postérieurement à cette date. Le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses capitaux propres.

La norme IFRS 8 -secteurs opérationnels-, dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices postérieurs au 31 décembre 2008 ne devrait avoir d'impact que sur l'information sectorielle donnée en annexe.

La société n'a pas utilisé de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire en 2008 et non encore adoptées au niveau européen. Elle ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées

au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

#### 2.2 – Règles générales de présentation des états de synthèse

Le bilan consolidé est présenté selon le critère de distinction "courant / non courant" défini par la norme IAS 1. Ainsi, les provisions pour risques, les dettes financières et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an en "non courant" et la part à moins d'un an en "courant".

Le compte de résultat consolidé est présenté par nature, selon le modèle proposé par le Conseil National de la Comptabilité (CNC) dans sa recommandation 2004-R-02.

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie, selon le format préconisé par le Conseil National de la Comptabilité (CNC) dans sa recommandation 2004-R-02.

#### 2.3 – Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer les avantages de ses activités. Il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les trois SCI propriétaires de l'immobilier ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation car il n'existe aucun engagement du Groupe envers ces sociétés, le parc immobilier ayant été acquis au moyen

de financements bancaires assortis de cautions externes.

Les informations chiffrées concernant les SCI sont données note 27.2.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont contrôlées exclusivement par la Société Installux et sont donc consolidées selon la méthode de l'intégration globale sauf Metales Diffusion, détenue à 50 %, et intégrée proportionnellement.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les soldes et transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés en consolidation.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 3.1.

### 2.4 – Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre, date d'établissement des comptes consolidés du Groupe.

### 2.5 – Estimations de la direction

L'établissement des comptes consolidés implique que la direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul de la valorisation des écarts d'acquisition et des provisions (provisions pour clients douteux, provisions pour risques, etc.).

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elles disposaient à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS 10.

### 2.6 – Information sectorielle

L'analyse des critères prévus par la norme IAS 14 permettant de déterminer des secteurs d'activité et des secteurs géographiques (structure de l'organisation et autonomie, nature des produits et des process, type de clientèle, environnement réglementaire,...) a conduit à

l'identification d'un seul niveau d'information sectorielle liée aux secteurs d'activité, qui se ventilent comme suit :

- l'activité bâtiment et amélioration de l'habitat,
- l'activité protection solaire,
- l'activité aménagement d'espaces,
- l'activité traitement de surface.

Il existe un seul secteur géographique (il n'existe pas de responsable autonome ni de reporting par région identifiée,...). Une ventilation du chiffre d'affaires entre la France et l'export est donnée pour information en note 5 de l'annexe.

### 2.7 – Méthodes de conversion en devises

#### Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change de la transaction. Les écarts entre le cours de change à l'origine et le cours de règlement sont constatés en résultat.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis à la clôture de l'exercice au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits au compte de résultat. Les écarts de change constatés sur les créances et dettes inter-compagnies sont maintenus en résultat en consolidation.

Les écarts de change sont rattachés au compte de résultats à la rubrique correspondante du résultat opérationnel, s'ils se rattachent à des opérations commerciales (achats, ventes,...) et en coût de l'endettement financier, s'ils se rattachent à des placements ou à des dettes financières.

La société n'a pas mis en place d'instruments de couverture de change, compte tenu de l'exposition non significative au risque de change.

#### Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe correspond à la monnaie locale en vigueur.

Le Groupe n'a pas de filiales situées dans un pays hyper-inflationniste.

La conversion des comptes des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro s'effectue de la manière suivante :

- tous les éléments d'actif et de passif (hors composantes des capitaux propres) sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les composantes des capitaux propres sont converties au cours historique,
- l'ensemble des produits et des charges est converti au cours moyen de la période,
- les écarts de conversion constatés sur les capitaux propres d'ouverture et sur le résultat de l'exercice sont inscrits dans les capitaux propres sous la rubrique "réserves de conversion". La réserve de conversion est constatée en résultat lors de la cession de la filiale,

- les écarts d'acquisition liés à l'acquisition d'une société étrangère sont libellés dans la devise de la filiale.

- lorsqu'une filiale étrangère distribue des dividendes, l'élimination de ces derniers se fait au taux du jour de la distribution. La contrepartie avec les réserves consolidées accumulées les exercices précédents est constatée en réserve de conversion.

### 2.8 – Ecart d'acquisition

Les fonds de commerce acquis et non identifiables séparément selon les critères de la norme IAS 38 sont traités comme des écarts d'acquisition.

En application de la norme IFRS 1, les goodwill et fonds commerciaux ont été figés pour leur montant net existant au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les amortissements cumulés à cette date ont été compensés avec les valeurs brutes.

Les regroupements d'entreprises intervenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique l'évaluation des actifs et des passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par la norme IFRS 3. La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écarts d'acquisition. La détermination des justes valeurs et des écarts d'acquisition est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Les modifications intervenues après cette date sont constatées en résultat, à l'exception des impôts différés actifs.

Le coût de l'acquisition correspond au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie, actualisé le cas échéant en cas d'impact significatif, majoré des coûts externes directement attribuables à l'acquisition et des ajustements de prix considérés comme probables et pouvant être mesurés de façon fiable.

Les écarts d'acquisition sont rattachés à une unité génératrice de trésorerie lors de l'acquisition, en fonction des synergies attendues par le Groupe.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

En l'absence de dispositions prévues par la norme sur les regroupements d'entreprise, en cas d'acquisitions de parts de minoritaires postérieures à la prise de contrôle, le Groupe a opté pour la constatation d'un écart d'acquisition au bilan (ou en résultat s'il s'agit d'un badwill ou si le montant n'est pas significatif) sans réévaluation des actifs et passifs à la juste valeur.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année selon les principes généraux définis dans la note 2.13. Les dépréciations constatées ne peuvent être reprises en résultat avant la cession de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est rattaché.

### 2.9. Réévaluation

Le Groupe n'a pas opté pour la réévaluation des actifs incorporels et corporels.

### 2.10. Immobilisations incorporelles

#### 2.10.1. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont constatés en charges.

Les frais de développement sont immobilisés, lorsque les 6 critères définis par la norme IAS 38 sont respectés : faisabilité technique, intention d'achever, utiliser ou vendre, capacité à utiliser ou à vendre, avantages économiques probables, disponibilité des ressources et capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet, et de montant significatif.

#### 2.10.2. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constatées au coût d'acquisition, frais accessoires inclus. Les immobilisations incorporelles sont toutes à durée de vie définie et, par conséquent, amorties sur la durée d'utilité attendue, de manière linéaire.

Elles sont essentiellement constituées de logiciels, amortis linéairement sur une durée comprise entre 1 et 4 ans, selon qu'il s'agisse de logiciels de bureautique ou d'exploitation.

### 2.11. Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition, majoré des frais accessoires et des autres coûts directement attribuables à l'actif.

Les immobilisations corporelles sont ventilées en composants, lorsque les différences de durée d'utilisation attendue entre les composants et la structure principale peuvent être déterminées dès l'origine de manière fiable, et lorsque leur montant est supérieur au seuil de matérialité déterminé par le Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour l'activation des frais d'emprunts.

Les immobilisations corporelles sont à durée de vie définie, à l'exception des terrains.

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée par la valeur brute, les valeurs résiduelles étant non déterminables ou non significatives. Un amortissement est constaté selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation attendue par le Groupe.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

• Matériel et outillage :	5 à 15 ans
• Matériel de stockage :	10 à 20 ans
• Matériel de manutention :	7 à 15 ans
• Agencements divers :	10 à 20 ans
• Présentoirs :	5 ans
• Show room :	3 ans
• Matériel de transport :	4 ans
• Matériel de bureau :	5 à 10 ans
• Matériel informatique :	3 à 7 ans
• Mobilier :	5 à 15 ans

Les modalités d'amortissement sont révisées chaque année. Les modifications sont constatées de manière prospective, lorsque l'impact est significatif. En 2008, les durées d'amortissement des outils clients ont été ajustées pour tenir compte de l'arrivée des nouvelles gammes en 2009 et 2010.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable (cf. note 2.13).

Le Groupe ne détient pas d'immeuble de placement.

### 2.12. Contrats de location

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est-à-dire lorsqu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués.

La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17 (ex. : transfert automatique de propriété, existence d'une option d'achat intéressante...). Les contrats de location-financement ne sont retraités que lorsque l'impact est significatif. Les contrats de location-financement sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dettes financières. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles.

### 2.13. Tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés chaque année, pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéfinie) et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur. Les actifs à durée de vie indéfinie concernent uniquement les écarts d'acquisition et les terrains.

L'analyse des dépréciations est réalisée en fonction des actifs testés, soit au niveau des actifs individuels, soit au niveau des unités génératrices de trésorerie (plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de flux largement indépendants de ceux générés par les autres groupes). Les UGT correspondent pour l'essentiel aux entités juridiques. Les goodwill sont testés au niveau le plus fin de suivi par la direction, qui correspond aux entités juridiques.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou du groupe d'actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est égale à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession lorsqu'elle peut être mesurée de manière fiable et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, attendus de l'utilisation continue des actifs et de leur sortie à la fin de l'utilisation

prévue par l'entreprise. Elle ne prend pas en compte l'impact de la structure financière, l'effet d'impôt, ni les restructurations non engagées.

Les dépréciations constatées sur une unité génératrice de trésorerie sont imputées en priorité sur les écarts d'acquisition, puis sur la valeur des autres composants de l'unité, dans la limite de leur valeur recouvrable. Les dépréciations viennent modifier les bases amortissables.

Les dépréciations sur les goodwill sont irréversibles.

Les principaux paramètres pris en compte sont repris ci-dessous :

- les prévisions sont réalisées par la direction sur les années 2009 et 2010. Elles sont ensuite projetées à partir des flux 2010 sur les années 2011 à 2013 avec un taux de croissance de 2 % par an, contre 5 % en 2007,
- les flux liés à l'horizon explicite des années 2008 à 2012 sont actualisés au taux de 10,3 %, contre 8,2 % en 2007,
- la valeur terminale est déterminée en appliquant au flux prévisionnel de l'exercice 2013 un taux d'actualisation de 10,3 % (contre 8,2 % en 2007) et un taux de croissance à l'infini prudent de 0,5 %.

Des tests sont effectués pour apprécier la sensibilité des valeurs déterminées à la variation de certaines hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux de croissance à l'infini,...).

Les mouvements de dépréciation sont comptabilisés selon le cas en résultat opérationnel, ou en autres produits et charges opérationnels non courants lorsque les critères d'affectation à cette rubrique sont respectés (cf. note 2.25).

### 2.14. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués essentiellement :

- de dépôts et cautionnements considérés comme des actifs constatés selon la méthode du coût (cf. note 2.22 sur les instruments financiers)
- et de titres de sociétés sur lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable, qui sont comptabilisés au coût d'acquisition en l'absence de valeur de marché.

Une dépréciation est constatée, lorsque les flux de trésorerie attendus sont inférieurs à la valeur comptable.

### 2.15. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût d'acquisition est calculé selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré, ou du dernier prix d'achat pour la société France Alu Color.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, en tenant notamment compte des perspectives de vente pour les produits destinés à être vendus, de l'obsolescence ou du taux de rotation pour les références non destinées à être vendues en l'état.



## 2.16. Créances clients, autres actifs financiers courants et règles de constatation du chiffre d'affaires

Les créances commerciales sont enregistrées initialement à leur juste valeur, qui en pratique est proche de leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque les flux de règlement attendus estimés à la clôture sont inférieurs à la valeur comptable. L'analyse du risque tient compte de critères tels que l'ancienneté de la créance, l'existence d'un litige, ou la situation financière du client. Les taux de provision retenus sont de 100 % pour les clients en liquidation judiciaire, de 50 à 100 % pour les clients en redressement judiciaire, et de 20 à 100 % pour les clients en contentieux.

Le chiffre d'affaires est constaté lorsque l'essentiel des risques et avantages est transféré au client, lorsque le montant des revenus et des coûts associés peuvent être déterminés de manière fiable, et que les avantages économiques associés à la transaction iront à la société.

Les créances cédées dans le cadre de transactions de financement (ex. : escompte en valeur) pour lesquelles la société conserve un risque, sont maintenues en créances.

## 2.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend essentiellement des soldes bancaires et des valeurs mobilières de placement offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à 3 mois lors de leur acquisition et ne présentant aucun risque. Ils comprennent essentiellement des fonds monétaires en euros, des comptes à terme et des certificats de dépôt négociables.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont constatées en produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

## 2.18. Avantages accordés au personnel

### Avantages à court terme

• Les avantages à court terme (salaires, charges sociales, congés payés,...) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

### Avantages postérieurs à l'emploi

• Régimes à cotisations définies : ils correspondent aux régimes de retraite légale et complémentaire. L'obligation du Groupe est limitée au versement de cotisations. Ces cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

• Régimes à prestations définies : les risques actuariels incombent au Groupe. Ils correspondent aux engagements de fin de carrière définis par les conventions collectives. L'engagement est calculé en retenant l'hypothèse d'un départ à l'initiative des salariés, selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles (taux de mortalité, taux de turn over, taux d'actualisation et taux d'augmentation de salaire). Le détail des hypothèses actuarielles retenues est communiqué en note 19.

Le Groupe a opté pour la comptabilisation immédiate en résultat des écarts actuariels.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total, éventuellement ajusté du coût des services passés différés (en cas de modification importante du régime).

Le groupe n'externalise pas la gestion et le financement des indemnités de départ à la retraite auprès d'un fonds extérieur.

La charge de l'exercice est constatée intégralement au compte de résultat en charge opérationnelle, la ventilation de la charge entre ses différentes composantes est donnée en annexe (coût des services rendus, le coût financier, indemnités versées, écarts actuariels,...).

### Autres avantages à long terme

Il n'y a pas d'autres avantages à long terme, l'intéressement et la participation des salariés étant versés l'année suivante, à un fonds extérieur en ce qui concerne les sommes bloquées.

Les obligations du Groupe dans le cadre du DIF (droits individuels de formation), sont considérées comme des passifs éventuels, en l'absence de surcoûts significatifs identifiés. Les droits acquis sont donnés pour information en note 20.3.

### Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées dès la mise en œuvre d'une procédure.

## 2.19. Provisions (hors engagement de retraite), actifs et passifs éventuels

Une provision doit être comptabilisée si le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du Groupe, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions comprennent essentiellement les provisions pour litiges, qui sont liées à des litiges commerciaux ou prud'homaux. Elles sont déterminées au cas par cas en fonction du risque estimé.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue et selon le montant. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

Aucune provision pour restructuration n'a été constatée par le Groupe au 31 décembre 2008.

Il n'existe pas d'actifs et passifs éventuels sur l'exercice clos au 31 décembre 2008.

### 2.20. Imposition sur les bénéfices

#### Impôts exigibles

L'impôt exigible est celui calculé pour chacune des entités selon les règles fiscales leur étant applicables.

Il n'y a pas d'intégration fiscale au sein du Groupe.

Les impôts exigibles sont présentés distinctement en passifs courants.

#### Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue. Ils ne sont pas actualisés.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés, à l'exception de celles liées aux écarts d'acquisition, et aux bénéfices non distribués des sociétés consolidées (sauf lorsque la distribution est prévisible). Les différences correspondent à des retraitements de consolidation, ou à des réintégrations/déductions fiscales temporaires.

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale, quelle que soit leur échéance, dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

La répartition entre impôt différé et impôt exigible est donnée en note 13.2.

### 2.21. Actions propres

Les actions propres sont portées en déduction des capitaux propres consolidés indépendamment de l'objectif d'acquisition et de détention et de leur classement comptable dans les comptes individuels des entreprises détentrices.

Elles sont présentées à leur coût d'acquisition.

Les dépréciations et résultats de cession des actions

propres sont imputés directement en capitaux propres (pour le montant net d'impôt, le cas échéant) et ne contribuent pas au résultat de la période.

### 2.22. Autres instruments financiers

Les autres instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers, et des dérivés. Le Groupe n'a pas recours à des instruments dérivés.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers sont déterminées par rapport à la classification suivante, qui ne correspond pas à des rubriques identifiées du bilan consolidé :

- actifs et passifs constatés au coût : cette rubrique correspond aux créances clients, aux dettes fournisseurs, aux dépôts et cautionnements et autres créances et dettes commerciales. Ces actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur, qui en pratique est proche de la valeur nominale. Ils sont évalués à la clôture à leur valeur comptable, ajustée le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur. Les règles détaillées d'évaluation ont été présentées ci-dessus dans des notes spécifiques ;

- actifs et passifs constatés au coût amorti pour les prêts et les dettes. La juste valeur à l'origine est proche de la valeur nominale. Ces instruments sont évalués à la clôture au coût d'origine, diminué des amortissements en capital déterminés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur. La valeur nette comptable à la clôture de l'exercice est proche de la juste valeur ;

- actifs désignés en tant que "juste valeur par le résultat" : ils comprennent uniquement les valeurs mobilières de placement telles que SICAV ou FCP, qui font l'objet de valeurs liquidatives régulièrement. Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur à la date de clôture, les écarts de juste valeur étant constatés en résultat.

Un tableau comparatif des justes valeurs des actifs par rapport à leur valeur comptable est donné en note 23.

### 2.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon les règles définies à la note 2.16 ci-dessus. Il comprend le résultat de change lié aux ventes. Les escomptes pour paiement comptant sont présentés en diminution du chiffre d'affaires.

Les produits constatés dans les comptes individuels qui ne sont pas la contrepartie d'une prestation réalisée vis-à-vis des tiers (production immobilisée, variation de stocks de produits finis, transferts de charges,...), sont présentés en diminution des charges correspondantes.

### 2.24. Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation comprennent :

- pertes (ou gains) sur créances irrécouvrables,
- les produits et charges divers de gestion,
- les résultats de cession des outils clients.

## 2.25. Autres charges et produits opérationnels non courants

Les autres charges et produits opérationnels correspondent à des produits et charges inhabituels, peu fréquents et de montant significatif, tels que :

- les résultats de cession des actifs à caractère non courant, à l'exception des outils clients,
- les dépréciations des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles répondant à cette définition,
- le résultat de cession des sociétés consolidées,
- les coûts nets liés à des restructurations.

## 2.26. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, sur contrats de location-financement, etc.), diminué des produits de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers sont constitués principalement des dividendes reçus des participations non consolidées, des cessions de titres non consolidés.

## 2.27. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net " part du Groupe " par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, à l'exception des actions d'autocontrôle.

Il n'existe pas d'actions dilutives.

## 2.28. Tableau des flux de trésorerie

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie, selon une présentation proche du modèle proposé par le CNC dans sa recommandation 2004-R-02. Les flux de trésorerie de l'exercice sont ventilés entre les flux générés par l'activité, par les opérations d'investissement et par les opérations de financement.

Le tableau des flux de trésorerie est établi notamment à partir des règles suivantes :

- les plus et moins values sont présentées pour leur montant net d'impôt, lorsque la société constate un impôt,
- les provisions sur actifs circulants sont constatées au niveau de la variation des flux d'exploitation du besoin en fonds de roulement, et sont rattachées aux postes d'actifs correspondants (stocks, clients, autres créances),
- la variation du poste "fournisseurs d'immobilisations" vient en déduction des acquisitions d'immobilisations,
- l'incidence des variations de périmètre est présentée pour un montant net dans les flux d'investissement. Elle correspond au prix effectivement payé au cours de l'exercice, ajusté de la trésorerie active/passive acquise,
- les flux liés aux intérêts versés et reçus sont classés en flux générés par l'activité,
- les flux liés aux titres d'autocontrôle sont présentés pour le montant net des prix d'acquisition et de cession.



# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 3 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 3.1 - Sociétés consolidées par intégration globale :

Sociétés	N° siret	Activité	Pays	% d'intérêt au 31/12/2008	% d'intérêt au 31/12/2007
<b>ACTIVITÉ BÂTIMENT ET AMÉLIORATION DE L'HABITAT</b>					
SA Installux (société mère)	963 500 905 00038	Composants Aluminium	France	100	100
Installux Trading Export (I.T.E.) (1)		Offre Groupe	Suisse	100	100
Installux Gulf (filiale à 51% d'I.T.E.) (1)		Offre Groupe	Bahrein	51	51
<b>ACTIVITÉ PROTECTION SOLAIRE</b>					
SAS Stores Roche	955 509 112 00061	Protection solaire	France	100	100
<b>ACTIVITÉ AMÉNAGEMENT D'ESPACES</b>					
SAS Sofadl-Tiaso	659 835 433 00031	Agencement/Cloisons	France	100	100
<b>ACTIVITÉ TRAITEMENT DE SURFACE</b>					
SAS France Alu Color	351 500 368 00011	Traitement de surface	France	100	100
<b>ACTIVITÉ DIVERS</b>					
Sarl I.M.G.	399 401 868 00019	Management	France	100	100
Sarl I.L.P.A.	422 336 990 00011	Logistique	France	100	100

(1) Par simplification, les Sociétés I.T.E. et Installux Gulf ont été affectées au secteur Bâtiment et Amélioration de l'habitat.

Les % d'intérêts sont identiques aux % de contrôle.

### 3.2 - Sociétés consolidées par intégration proportionnelle :

Sociétés	N° siret	Activité	Pays	% d'intérêt au 31/12/2008	% d'intérêt au 31/12/2007
<b>ACTIVITÉ BÂTIMENT ET AMÉLIORATION DE L'HABITAT</b>					
SAS Metales Diffusion	501 214 282 00011	Composants Aluminium	France	50	0

### 3.3 - Evolution du périmètre :

La société Metales Diffusion créée fin 2007 en partenariat avec Metales Extruidos et gérée conjointement par les deux groupes est intégrée pour la première fois dans le périmètre du Groupe Installux en intégration proportionnelle.

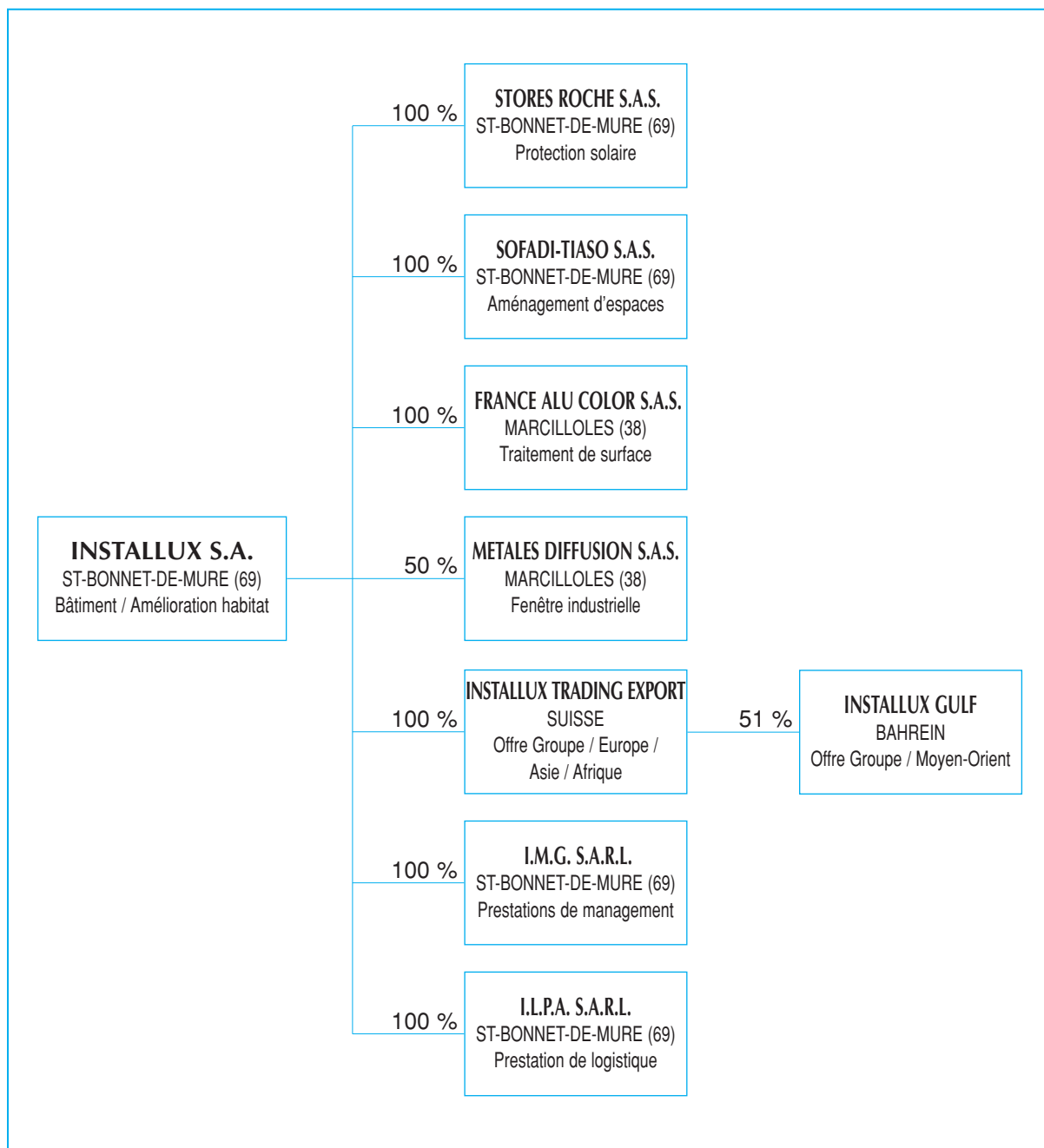
### 3.4 - Engagement de rachat accordé aux minoritaires :

Il n'existe aucun engagement de cette nature dans le Groupe.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## 3.5 - Organigramme :



# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 4 - INFORMATION SECTORIELLE

	Bâtiment/Amélioration habitat		Protection solaire		Aménagement d'espaces		Traitement de surface		Eliminations et divers		Consolidé	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>76 584</b>	<b>72 453</b>	<b>7 371</b>	<b>10 214</b>	<b>14 251</b>	<b>14 808</b>	<b>11 087</b>	<b>9 205</b>	<b>- 8 939</b>	<b>- 6 953</b>	<b>100 355</b>	<b>99 727</b>
Dont revenus externes	75 267	71 413	7 253	10 096	14 214	14 769	3 339	3 095	281	354	100 355	99 727
Dont revenus internes (entre secteurs)	1 317	1 040	118	118	37	39	7 748	6 110	- 9 220	- 7 307		
<b>RÉSULTAT SECTORIEL (1)</b>	<b>7 476</b>	<b>6 597</b>	<b>- 646</b>	<b>- 17</b>	<b>412</b>	<b>761</b>	<b>441</b>	<b>274</b>	<b>254</b>	<b>196</b>	<b>7 936</b>	<b>7 811</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants												
Produits financiers nets									415	436	415	436
Impôts									- 2 893	- 2 644	- 2 893	- 2 644
<b>RÉSULTAT NET</b>											<b>5 459</b>	<b>5 603</b>

(1) Résultat opérationnel courant

Actifs sectoriels	41 348	38 454	5 737	4 863	9 681	9 675	7 923	8 618	1 929	1 828	66 617	63 438
Passifs sectoriels	41 348	38 454	5 737	4 863	9 681	9 675	7 923	8 618	1 929	1 828	66 617	63 438
<b>INVESTISSEMENTS (HORS FINANCIERS)</b>	<b>982</b>	<b>822</b>	<b>426</b>	<b>435</b>	<b>465</b>	<b>237</b>	<b>505</b>	<b>4 535</b>	<b>364</b>	<b>316</b>	<b>2 743</b>	<b>6 346</b>
Dotation aux amortissements	- 1 051	- 691	- 159	- 123	- 145	- 133	- 751	- 507	- 196	- 332	- 2 302	- 1 786
Charges calculées hors amortissements	24	- 304	9	3	169	- 150					202	- 452

## NOTE 5 - CHIFFRE D'AFFAIRES

	2008	2007
<b>France :</b>		
Ventes	91 964	91 550
Produits accessoires	2 897	2 813
<b>TOTAL FRANCE</b>	<b>94 861</b>	<b>94 363</b>
<b>Export :</b>		
Ventes	5 288	5 220
Produits accessoires	206	144
<b>TOTAL EXPORT</b>	<b>5 494</b>	<b>5 364</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 355</b>	<b>99 727</b>

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 6 - CHARGES DE PERSONNEL

	2008	2007
Avantages à court terme (salaires, participation, intéressement)	- 11 948	- 11 288
Avantages à court terme (charges sociales) (1)	- 4 101	- 3 926
Autres avantages accordés au personnel	- 579	- 536
Indemnités de fin de carrière (2)	- 38	2
<b>TOTAL</b>	<b>- 16 666</b>	<b>- 15 748</b>

(1) dont cotisations de retraite liées à des régimes de retraite légale et complémentaire : 756 K€ en 2008 et 710 K€ en 2007.

(2) La charge nette liée aux engagements de fin de carrière intégrant la dotation nette aux provisions pour IFC s'élève à -27 K€ en 2008 et -26 K€ en 2007.

## NOTE 7 - FRAIS D'ÉTUDES, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Le total des dépenses constatées s'est élevé à 1 130 K€ en 2008 et 1 044 K€ en 2007.

Les frais engagés dans la phase de développement des projets identifiés remplissant l'ensemble des critères énoncés dans la note 2 ne représentent pas un montant significatif susceptible d'être activé au titre des frais de développement.

## NOTE 8 - DOTATION NETTE AUX PROVISIONS

	2008	2007
Actifs courants	202	- 452
Risques et charges	142	- 99
<b>TOTAL</b>	<b>344</b>	<b>- 551</b>

La provision pour engagement de retraite est comptabilisée en frais de personnel.

## NOTE 9 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	2008	2007
Charges de créances irrécouvrables	- 547	- 229
Perte nette sur immobilisations corporelles et incorporelles cédées ou mises au rebut (essentiellement outils clients)	- 23	- 60
Litige Giesse		- 197
Indemnité versée (1)	- 18	- 110
Autres	- 198	- 107
<b>TOTAL</b>	<b>- 786</b>	<b>- 703</b>

(1) Indemnité liée au rachat d'un contrat d'agent commercial.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 10 - COÛT NET DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

	2008	2007
Pertes sur créances irrécouvrables	- 547	- 229
Dotation provision clients douteux	- 446	- 437
Reprise provision clients douteux	392	136
<b>TOTAL</b>	<b>- 600</b>	<b>- 529</b>

## NOTE 11 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

Il n'y a aucun autre produit et charge opérationnel non courant sur 2007 et 2008.

## NOTE 12 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

### 12.1 - Coût de l'endettement financier net :

	2008	2007
Produits nets sur cessions de VMP	77	60
Autres produits de trésorerie	40	29
Produits de comptes à terme et certificat de dépôt négociable	367	351
<b>PRODUITS DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>485</b>	<b>440</b>
Intérêts sur emprunts		
Intérêts sur dettes de crédit bail	- 4	- 9
Intérêts sur concours bancaires et assimilés	- 5	- 10
Autres intérêts (comptes courants)	- 1	
Résultat net de charge sur opérations financières	- 60	- 13
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>- 70</b>	<b>- 32</b>
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (EXCÉDENT)</b>	<b>415</b>	<b>407</b>

### 12.2 - Autres produits et charges financiers :

	2008	2007
Produits nets sur cessions d'immobilisations financières (1)		20
Autres produits et charges financiers	1	9
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (EXCÉDENT)</b>	<b>1</b>	<b>29</b>

(1) 2007 : cession de la société Stores Roche Asia.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 13 - CHARGE D'IMPÔT

### 13.1 - Taux d'impôt :

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés de 33,33 % en 2008 est identique à 2007.

La société Installux Gulf n'est pas soumise à l'impôt.

Les variations de taux sont constatées en résultat.

### 13.2 - Détail de l'impôt comptabilisé :

	2008	2007
<b>IMPÔT EXIGIBLE</b>		
Impôt social	- 3 074	- 2 684
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ</b>		
Sur retraitements	130	35
Sur décalages temporaires	51	5
<b>TOTAL</b>	<b>- 2 893</b>	<b>- 2 644</b>

### 13.3 - Rapprochement impôt théorique/impôt réel :

	2008		2007	
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>8 352</b>		<b>8 247</b>	
<b>Impôt théorique calculé selon le taux normal applicable en France</b>	<b>- 2 784</b>	<b>- 33,33%</b>	<b>- 2 749</b>	<b>- 33,33%</b>
<b>ECARTS</b>				
Charges non déductibles et produits non imposables	- 26		83	
Crédit d'impôt	18		18	
Utilisation des déficits antérieurs	9		15	
Pertes fiscales non utilisées ou non activées	- 69		- 3	
Différence de taux d'impôt	- 41		- 8	
<b>IMPÔT CONSTATÉ</b>	<b>- 2 893</b>	<b>- 34,64%</b>	<b>- 2 644</b>	<b>- 32,06%</b>

## NOTE 14 - RÉSULTAT PAR ACTION

	2008	2007
Résultat net consolidé part du Groupe	5 417	5 548
Nombre d'actions ordinaires hors actions d'autocontrôle	302 266	294 896
Résultat net par action (€)	17,92	18,81

Le résultat de base est identique au résultat dilué par action, car il n'existe pas d'instrument dilutif.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 15 - ACTIFS NON COURANTS

### 15.1 - Écarts d'acquisition

	2008	2007
Sofadi-Tiaso	583	583
Installux Services	49	49
Stores Roche	475	475
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>1 107</b>	<b>1 107</b>
<b>DÉPRÉCIATION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>1 107</b>	<b>1 107</b>

L'application des tests de dépréciation et des tests de sensibilité tels que définis note 2.13 n'a conduit à aucune dépréciation en 2007 et en 2008.

La dépréciation de 1 039 K€ sur le goodwill Sofadi-Tiaso, présentée distinctement en 2007, a été imputée sur la valeur brute dans les comptes 2008, car cette dépréciation avait été constatée avant le passage aux IFRS.

### 15.2 - Acquisitions de l'exercice

	2008	2007
Actifs incorporels	11	60
Actifs corporels	2 732	6 286
Actifs financiers	57	106
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	893	- 888
<b>TOTAL</b>	<b>3 693</b>	<b>5 564</b>

### 15.3 - Immobilisations incorporelles

	2007	Acquisitions/ dotation	Cessions/ reprise	Variation de change	Autres mouvements	2008
Concessions, brevets, licences (1)	1 394	11	- 106	1		1 300
Autres immobilisations incorporelles	3					3
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>1 397</b>	<b>11</b>	<b>- 106</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 303</b>
Concessions, brevets, licences	- 1 315	- 63	106	- 1		- 1 273
Autres immobilisations incorporelles	- 3					- 3
<b>AMORTISSEMENT</b>	<b>- 1 318</b>	<b>- 63</b>	<b>106</b>	<b>- 1</b>	<b>0</b>	<b>- 1 276</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>79</b>					<b>27</b>

(1) Essentiellement des logiciels.

Les acquisitions et cessions en 2007 s'élevaient respectivement à 60 K€ et 8 K€.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## 15.4 - Immobilisations corporelles

	2007	Acquisitions/ dotation	Cessions/ reprise	Variation de change	Autres mouvements	2008
Terrains	65					65
Installations techniques	15 356	1 744	- 729	1	116	16 489
Installations techniques en location financement	852					852
Autres immobilisations corporelles	3 699	707	- 148	11	98	4 366
Avances et acomptes	130				- 130	
Immobilisations en cours	84	280			- 84	280
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>20 186</b>	<b>2 732</b>	<b>- 877</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>22 052</b>
Installations techniques	- 6 582	- 1 713	549	- 1		- 7 747
Installations techniques en location financement	- 457	- 81				- 538
Autres immobilisations corporelles	- 1 293	- 445	129	- 7		- 1 617
<b>AMORTISSEMENT</b>	<b>- 8 333</b>	<b>- 2 240</b>	<b>678</b>	<b>- 8</b>	<b>0</b>	<b>- 9 902</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>11 853</b>					<b>12 150</b>

Les acquisitions et cessions en 2007 s'élevaient respectivement à 6 286 K€ et 1 637 K€.

L'application des tests de dépréciation n'a conduit à constater aucune provision sur les exercices présentés. Il n'existe pas d'actifs corporels donnés en garantie.

## 15.5 - Immobilisations financières non courantes

	2007	Acquisitions/ dotation	Cessions/ reprise	2008
Prêts	43		- 43	0
Dépôts et cautionnement	579	57		636
Divers				
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>621</b>	<b>57</b>	<b>- 43</b>	<b>636</b>
<b>PROVISION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>621</b>			<b>636</b>

Il n'y a pas d'impact de variations de change sur la période.

Les acquisitions et cessions en 2007 s'élevaient respectivement à 106 K€ et 274 K€.



# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## 15.6 - Ventilation des actifs par devise

L'essentiel de l'actif se situe dans la zone Euro. L'impact des devises est peu significatif par rapport au total de l'actif non courant.

## NOTE 16 - ACTIFS COURANTS

### 16.1 - Stocks

	2008	2007
Marchandises	13 252	13 242
Matières premières	2 782	2 571
En-cours	40	20
Produits finis	328	242
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>16 401</b>	<b>16 076</b>
<b>PROVISION</b>	<b>0</b>	<b>- 255</b>
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>16 401</b>	<b>15 820</b>

L'analyse des stocks réalisée selon les principes définis en note 2.15 n'a conduit à constater aucune dépréciation au 31 décembre 2008.

### 16.2 - Clients

	2008	2007
Valeur brute	20 578	21 142
Provision clients douteux (cf principes définis en note 2.16)	- 606	- 553
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>19 972</b>	<b>20 589</b>

Les effets portés en compte et non échus (escompte en valeur) ont été reclassés en clients pour un montant de 2 834 K€ en 2008 et 2 437 K€ en 2007.

L'impact net des clients douteux (dotation nette majorée des créances irrécouvrables) constaté en résultat représente 0,6 % du chiffre d'affaires en 2008, contre 0,53 % en 2007.

### 16.3 - Créances échues non provisionnées

	2008	2007
Échéance dépassée :		
- de 60 jours	1 637	1 685
+ de 60 jours	566	458
<b>TOTAL</b>	<b>2 204</b>	<b>2 143</b>
Soit en % du poste client	11,0 %	10,4 %
Dont non provisionnées du fait de garantie	601	705

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## 16.4 - Autres actifs courants

	2008	2007
Avances et acomptes versés sur commande	696	270
Créances fiscales et sociales	988	1 289
Comptes courants débiteurs	50	
Charges constatées d'avance	231	425
Débiteurs divers	248	441
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 213</b>	<b>2 425</b>

Toutes les échéances sont inférieures à un an, et aucun autre actif courant n'a fait l'objet d'une dépréciation.

Il n'existe pas d'autres actifs courants significatifs échus non provisionnés.

Aucune créance n'a été donnée en garantie, ni ne fait l'objet d'un accord de compensation avec une dette.

## NOTE 17 - TRÉSORERIE

	2008	2007
Valeurs mobilières de placement	3 563	1 656
Comptes courants bancaires et disponibilités	10 176	8 979
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE</b>	<b>13 740</b>	<b>10 635</b>
Concours bancaires créditeurs	- 51	
Avances en compte courant	50	
<b>TRÉSORERIE CRÉDITRICE (1)</b>	<b>- 1</b>	
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>13 738</b>	<b>10 635</b>

(1) La trésorerie créditrice est constatée au bilan en "Dettes financières courantes".

Les valeurs mobilières de placement sont constituées essentiellement de SICAV Euro. Les disponibilités comprennent 9 000 K€ de certificats de dépôts négociables et dépôts à terme.

Aucun élément de trésorerie n'a été donné en garantie vis-à-vis des tiers.

Les variations de juste valeur au 31 décembre 2008 et 2007 ne sont pas significatives, compte tenu d'un mouvement d'achat/revente effectué en fin d'année.

## NOTE 18 - CAPITAL ET RÉSERVES

### 18.1 - Nombre d'actions

	2008	2007
Valeur du capital (en €)	4 856 000	4 856 000
Nombre d'actions ordinaires	303 500	303 500
Valeur nominale (en €)	16	16

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## 18.2 - Titres d'autocontrôle

Nombres de titres	2008	2007
<b>DÉTENTION À L'OUVERTURE</b>	<b>8 604</b>	<b>8 604</b>
Ventes de titres	- 7 370	
<b>DÉTENTION À LA CLÔTURE</b>	<b>1 234</b>	<b>8 604</b>
Actions destinées à être cédées	1 234	8 604

Valeurs	2008	2007
<b>À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>782</b>	<b>782</b>
Ventes de titres	- 667	
<b>À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>115</b>	<b>782</b>

La valeur boursière est de 104 K€ au 31/12/2008.

Comme indiqué en note 2.21 :

- les titres d'autocontrôle détenus à la clôture de l'exercice sont présentés en déduction des réserves,
- la plus value nette d'impôt de 390 K€ liée à la vente des titres d'autocontrôle pour 1 253 K€ a été comptabilisée directement en capitaux propres.

## 18.3 - Objectif, politique et procédure de gestion

Le Groupe Installux n'est soumis à aucune contrainte légale ou contractuelle concernant son capital social.

Le suivi des capitaux propres est effectué par le Groupe à partir des mêmes composantes que celles des capitaux propres consolidés.

Aucun objectif, ni politique, ni procédure de gestion du capital n'est envisagé par l'entreprise. L'arbitrage entre financement sur fonds propres et financement externe est effectué en fonction des opérations réalisées.

## NOTE 19 - ENGAGEMENT AU TITRE DES PENSIONS ET RETRAITES

	2008	2007
<b>ENGAGEMENT NET À L'OUVERTURE</b>	<b>172</b>	<b>198</b>
<b>CHARGE NETTE DE LA PÉRIODE</b>	<b>38</b>	<b>8</b>
Indemnités versées (y compris charges sociales)	- 10	- 24
Autres variations		- 10
<b>ENGAGEMENT NET À LA CLÔTURE</b>	<b>199</b>	<b>172</b>

Les ouvriers dépendant de la convention collective du bâtiment sont exclus du calcul de la provision pour engagement de retraite depuis 2007. Le versement de leur indemnité de fin de carrière est en effet assuré par la caisse de retraite PROBTP qui collecte les cotisations de retraite complémentaire du Groupe Installux. La reprise avait été présentée en autres variations en 2007.

La charge nette a été constatée en frais de personnel, et les engagements nets sont présentés au passif du bilan.

Le calcul de l'engagement a été effectué en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes : taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de turn-over, taux de mortalité, et un âge de départ à la retraite à 65 ans. Le différentiel entre le taux d'actualisation et le taux d'augmentation de salaires est non significatif.

La charge nette de la période comprend essentiellement le coût des services rendus. Le montant des coûts financiers s'élève à 9 K€ en 2008, contre 6 K€ en 2007. Le montant des autres variations liées au coût financier n'est pas donné.

Les autres écarts actuariels sont constatés directement en résultat (montants non significatifs en 2007 et 2008). Le calcul de la provision est fait charges sociales comprises.

Une variation de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact de 11 % sur la provision.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 20 - PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

### 20.1 - Provisions non courantes

Aucune provision non courante n'est constatée au bilan.

### 20.2 - Provisions courantes

	2007	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non-utilisée	Ecart de conversion	Autres mouvements	2008
Provision pour litiges	126	23	- 45	- 49			54
Autres provisions	70		- 70				
<b>TOTAL</b>	<b>196</b>	<b>23</b>	<b>- 115</b>	<b>- 49</b>			<b>54</b>

Les mouvements de provisions sont intégralement constatés dans le résultat courant.

### 20.3 - Actifs et passifs éventuels

Il n'existe aucun actif et passif éventuel significatif à la clôture de l'exercice.

Pour information, le nombre d'heures susceptible de faire l'objet d'une demande individuelle de formation (DIF) s'élève à 25 976 heures en 2008, contre 20 794 en 2007.

## NOTE 21 - EXCÉDENT FINANCIER NET

### 21.1 - Variation

	2007	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres mouvements	2008
Dettes liées à des contrats de location financement	- 120		120			0
Comptes courants créditeurs		- 51				- 51
<b>ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (2)</b>	<b>- 120</b>	<b>- 51</b>	<b>120</b>			<b>- 51</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	10 635	3 104				13 740
<b>EXCÉDENT FINANCIER NET</b>	<b>10 516</b>	<b>3 053</b>	<b>120</b>			<b>13 688</b>

(1) Cf. note 17.

(2) La totalité de l'endettement financier brut est à moins d'un an.

### 21.2 - Echancier de l'endettement financier

La totalité de l'endettement financier brut est à moins d'un an.

## NOTE 22 - AUTRES PASSIFS COURANTS

	2008	2007
Avances et acomptes reçus sur commande	93	306
Dettes fiscales et sociales (hors impôt)	4 183	3 884
Créditeurs divers	261	35
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>4 536</b>	<b>4 226</b>

L'ensemble des autres passifs courants est à moins d'un an.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 23 - INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IAS 39 définit des catégories financières dont l'affectation détermine le traitement comptable, mais qui ne correspondent pas à des postes spécifiques du bilan consolidé. Le tableau ci-dessous permet de faire le lien entre les actifs et les passifs financiers, les postes de bilan et leur traitement comptable.

Le Groupe n'a pas mis en place de contrat portant sur des dérivés.

	Désignation des instruments financiers	2008		2007	
		Valeur nette comptable	Juste valeur (2)	Valeur nette comptable	Juste valeur (2)
<b>ACTIFS</b>					
Actifs financiers non courants	C ou D	636	636	621	621
Créances clients	D	19 972	19 972	20 589	20 589
Autres actifs courants (1)	D	994	994	708	708
Trésorerie et équivalents de trésorerie	B	13 740	13 740	10 635	10 635
<b>PASSIFS</b>					
Dettes financières courantes et non courantes	C ou D	51	51	120	120
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	D	15 309	15 309	16 721	16 721
Autres passifs courants (1)	D	353	353	342	342

(1) Hors comptes de régularisation et créances et dettes fiscales et sociales.

(2) La valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur.

A : actifs disponibles à la vente,

B : actifs à la juste valeur par le résultat,

C : actifs évalués au coût amorti,

D : actifs évalués au coût, avec tests de dépréciation, et passifs évalués au coût,

E : placements détenus jusqu'à l'échéance. Il n'existe aucun instrument financier de ce type sur les exercices présentés.

L'impact des dépréciations et des variations de juste valeur a été donné dans les notes annexes supra liées aux postes concernés.

## NOTE 24 - EXPOSITION ET GESTION DES RISQUES

### 24.1 Gestion du risque de taux

Le Groupe Installux n'ayant pas d'endettement significatif (cf. note 21.2), le risque de taux porte uniquement sur la rémunération des excédents de trésorerie. Pour limiter ce risque, le Groupe partage ses placements financiers entre des comptes à terme rémunérés à taux fixe et des Sicav de trésorerie rémunérées aux conditions du marché. Une variation instantanée de 1 % du taux de rémunération des placements financiers aurait un impact de 93 K€ sur le résultat net, soit 1,7 % du résultat

### 24.2 Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité du Groupe Installux est maîtrisé par une trésorerie excédentaire et une activité régulière tout au long de l'année. Stores Roche est la seule société soumise à une activité saisonnière. Sa part dans la trésorerie du Groupe est peu significative.

Ainsi, les échéances ne sont pas ventilées pour la part à moins d'un an.

### 24.3 Gestion du risque de contrepartie

Le Groupe Installux est son propre assureur du risque client sur la zone Euro. Pour maîtriser ce risque, le Groupe a diversifié son portefeuille clients (seul 6 clients qui représentent moins de 9 % du chiffre d'affaires global du Groupe réalisent plus de 1 % de l'activité) et a mis en place un suivi quotidien de l'en cours client.

Afin de sécuriser ses approvisionnements en matières premières notamment auprès des extrudeurs, le Groupe applique une politique de diversification de ses fournisseurs.

### 24.4 Gestion du risque de marché

#### Risque actions :

Le risque actions porte uniquement sur les actions propres (cf. note 18.2).

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## Risque de change :

Le Groupe Installux réalise l'essentiel de son activité en zone Euro et est donc peu sensible aux variations de change. Les impacts sont essentiellement dus à sa filiale Installux Gulf dont la devise est indexée sur le Dollar US. Une variation instantanée de 1 % du BHD serait sans impact significatif sur les comptes.

Pour information, le résultat de change net constaté en 2008 en résultat opérationnel s'élève à - 20 K€ contre 5 K€ en 2007. Il porte essentiellement sur le chiffre d'affaires intercompagnie.

Les actifs et passifs en devises à la clôture de l'exercice ne sont pas significatifs.

## Risque lié aux cours des matières premières :

En 2008, les profils aluminium ont représenté 50 % des achats consommés. Pour couvrir ce risque et limiter l'impact des variations du cours de l'aluminium, le Groupe négocie des contrats d'approvisionnement auprès de ses fournisseurs, fixant le prix d'achat pour un volume et une durée déterminée. Le Groupe ne prend aucune position spéculative sur le cours des métaux.

Au jour de l'arrêté des comptes 2008, les prix d'achat d'aluminium du Groupe sont fixés pour environ 89 % du volume prévisionnel 2009. A titre d'illustration, l'impact d'une variation instantanée de 10 % du cours de l'aluminium en 2008, sur la base d'une couverture de 89 %, aurait été de 4 % sur le résultat net et 4 % sur le résultat opérationnel courant.

## NOTE 25 - IMPÔTS DIFFÉRÉS

	2008	2007
Fiscalité sur différences temporaires	242	193
Engagements de retraite	62	52
Fiscalité sur éliminations intra Groupe	66	63
Autres impôts différés actifs	1	1
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ ACTIF</b>	<b>372</b>	<b>308</b>
Fiscalité sur différences temporaires (compensation)	- 6	- 5
Engagements de retraite (compensation)	- 4	- 6
Autres impôts différés passifs	96	85
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ PASSIF</b>	<b>86</b>	<b>74</b>
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ NET</b>	<b>286</b>	<b>344</b>

Il n'existe pas d'impôts différés non constatés significatifs.

Le Groupe n'est pas intégré fiscalement.

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 26 - EFFECTIFS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 26.1 - Effectifs moyens

	2008	2007
Ouvriers	207	201
Employés - Techniciens - Agents de maîtrise	147	149
Cadres	79	71
<b>EFFECTIFS SALARIÉS</b>	<b>433</b>	<b>421</b>
Personnel mis à disposition de l'entreprise	28	37
<b>EFFECTIFS TOTAUX</b>	<b>461</b>	<b>458</b>

### 26.2 - Engagements hors bilan

Les contrats de locations simples non retraités en consolidation représentent un engagement de 78 K€ au 31 décembre 2008.

Il n'existe pas de commandes significatives d'immobilisations au 31 décembre 2008.

## NOTE 27 - INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

### 27.1 - Avantages accordés aux Administrateurs et aux membres du Comité de Direction

	2008	2007
Avantages à court terme :		
- Rémunérations (salaire, intéressement, participation)	1 090	1 006
- Charges sociales	400	365

### 27.2 - Informations concernant les SCI ICCE, Compans et Marcilloles

Ces sociétés sont détenues indirectement par la direction du Groupe Installux.

	2008	2007
<b>RUBRIQUE DU BILAN :</b>		
Actifs non courants nets	15 886	14 917
Capitaux propres (y compris résultat)	3 299	2 960
Endettement	12 076	11 649
<b>RUBRIQUE DU COMPTE DE RÉSULTAT :</b>		
Chiffre d'affaires	3 761	2 922
Résultat	1 179	978



# GRUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## 27.3 - Transactions réalisées avec les sociétés non consolidées ayant des dirigeants en commun

Le tableau ci-dessous indique le montant figurant dans les comptes du Groupe Installux avec les entreprises liées présentées note. 27.2, ainsi que les sociétés Financière C.E.E., C.D.C. Conseils et Côté Baies.

	2008	2007
<b>RUBRIQUE DU BILAN :</b>		
Prêts accordés		43
Dépôts et cautionnements versés	633	576
Créances clients	126	299
Autres créances	28	106
Comptes courants créditeurs		
Dettes fournisseurs	436	252
Autres dettes	4	32
<b>RUBRIQUE DU COMPTE DE RÉSULTAT :</b>		
Loyers et charges locatives	- 3 320	- 2 882
Personnel mis à disposition	- 20	- 80
Commissions sur ventes	- 216	- 258
Prestation d'assistance	- 698	- 662
Prestation de communication	- 113	- 95
Produits financiers	1	8

# GROUPE INSTALLUX - COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS - 31 DÉCEMBRE 2008

## NOTE 28 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 28.1 - Honoraires des commissaires aux comptes

	2008					
	Novances - Déchant et Associés		Meunier et Associés		Pascal Recouvreur	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Audit</b>						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
- Emetteur	29	76,6	29	68,9		
- Filiales intégrées globalement (examens limités)	5	13,6	13	31,1	12	100,0
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
- Emetteur						
- Filiales intégrées globalement						
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>34</b>	<b>90,1</b>	<b>42</b>	<b>100,0</b>	<b>12</b>	<b>100,0</b>
<b>Autres prestations</b>						
- Filiales intégrées proportionnellement	4	9,9				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>9,9</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>100,0</b>	<b>42</b>	<b>100,0</b>	<b>12</b>	<b>100,0</b>

	2007					
	Novances - Déchant et Associés		Meunier et Associés		Pascal Recouvreur	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Audit</b>						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
- Emetteur	28	84,9	28	70,4		
- Filiales intégrées globalement (examens limités)	5	15,1	12	29,6	12	100,0
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
- Emetteur						
- Filiales intégrées globalement						
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>100,0</b>	<b>40</b>	<b>100,0</b>	<b>12</b>	<b>100,0</b>
<b>Autres prestations</b>						
- Filiales intégrées proportionnellement						
<b>SOUS-TOTAL</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>100,0</b>	<b>40</b>	<b>100,0</b>	<b>12</b>	<b>100,0</b>

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

*Aux Actionnaires,*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Société INSTALLUX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### 2 - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de l'arrêté des comptes, votre Groupe a été conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses pour l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs non courants ainsi que des passifs éventuels dans le cadre de regroupements d'entreprises et des provisions pour risques et charges. Pour l'ensemble de ces estimations, nous avons examiné la documentation disponible et apprécié le caractère raisonnable des évaluations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon, le 27 avril 2009

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
*Société de Commissaires aux Comptes*

*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
**Christophe ALEXANDRE, Représentant légal**



**MEUNIER et Associés**  
*Société de Commissaires aux Comptes*

*Membres de la Compagnie Régionale de Lyon*  
**Patrick VELAY, Représentant légal**



## COMPTES INDIVIDUELS DE LA SOCIÉTÉ INSTALLUX

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## BILAN ACTIF

(en K€)

Rubriques	Montant brut	Amortissements Dépréciations	31/12/2008	31/12/2007
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 105	1 099	6	51
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	65		65	65
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	5 429	3 383	2 045	2 077
Autres immobilisations corporelles	1 626	1 021	605	624
Immobilisations en cours	31		31	83
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	17 441		17 441	17 441
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	3 125		3 125	
Autres immobilisations financières	59		59	53
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>28 880</b>	<b>5 503</b>	<b>23 377</b>	<b>20 393</b>
<b>STOCKS ET EN COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	27		27	20
En cours de production de biens	33		33	16
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	9 713		9 713	9 123
Avances, acomptes versés sur commandes				
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	12 622	539	12 083	13 836
Autres créances	1 032		1 032	2 253
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres 115)	3 665		3 665	2 439
Disponibilités	11 364		11 364	9 488
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	155		155	195
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>38 612</b>	<b>539</b>	<b>38 073</b>	<b>37 369</b>
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>67 492</b>	<b>6 042</b>	<b>61 451</b>	<b>57 762</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## BILAN PASSIF

(en K€)

Rubriques	31/12/2008	31/12/2007
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel (dont versé : 4 856)	4 856	4 856
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 366	1 366
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	486	486
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	29 435	26 967
Report à nouveau	11	52
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>5 645</b>	<b>5 147</b>
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>41 799</b>	<b>38 874</b>
Provisions pour risques		6
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>6</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts, dettes financières, divers	5 924	5 980
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		77
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 624	11 407
Dettes fiscales et sociales	1 943	1 232
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	161	185
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>19 652</b>	<b>18 881</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>61 451</b>	<b>57 762</b>

Résultat de l'exercice en centimes : 5 644 995,99

Total du bilan en centimes : 61 450 502,50

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en K€)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2008	31/12/2007
Ventes de marchandises	67 647	2 138	69 785	66 606
Production vendue de biens	2 192	10	2 202	1 800
Production vendue de services	3 002	117	3 118	3 022
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>72 839</b>	<b>2 265</b>	<b>75 105</b>	<b>71 428</b>
Production stockée			17	- 4
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			422	114
Autres produits			21	19
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>75 564</b>	<b>71 557</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			43 228	41 831
Variation de stock (marchandises)			- 535	- 714
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)			944	1 332
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)			- 8	
Autres achats et charges externes			18 286	17 988
Impôts, taxes et versements assimilés			389	342
Salaires et traitements			2 413	1 769
Charges sociales			1 070	804
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 016	657
Sur actif circulant : dépréciations			398	418
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			502	198
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>67 704</b>	<b>64 626</b>
			<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>6 931</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations			57	739
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			142	
Autres intérêts et produits assimilés			948	353
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			4	5
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			75	60
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>1 227</b>	<b>1 157</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			477	483
Différences négatives de change			11	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			<b>488</b>	<b>483</b>
			<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>674</b>
			<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>7 605</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>273</b>	<b>373</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>106</b>	<b>400</b>
			<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 27</b>
Intéressement et participation des salariés aux résultats de l'entreprise			261	205
Impôts sur les bénéfices			2 859	2 226
			<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>5 147</b>



### ANNEXE

#### 1 - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

- La société a accordé à sa filiale France Alu Color un prêt de 3 500 K€ le 1<sup>er</sup> avril 2008, au taux révisable Euribor 3 mois majoré de 0,60 %. Ce prêt est destiné à assurer le financement de ses investissements.
- La société a vendu 7 370 actions d'autocontrôle pour la somme de 1 253 K€. Cette vente a dégagé une plus-value avant impôt sur les sociétés de 585 K€.

- L'abandon de compte courant de 800 K€ consenti le 31 décembre 2002 à la société Sofadi-Tiaso, et assorti d'une clause de retour à meilleure fortune, a donné lieu sur l'exercice au remboursement d'un montant de 176 K€, comptabilisé en produit exceptionnel.

Le montant restant à rembourser, au plus tard le 31 décembre 2012, s'élève à la somme de 129 K€.

#### 2 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

##### Principes et conventions générales

Les comptes sont élaborés et présentés en euros conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices, et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce, du décret comptable du 29/11/1983, ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

##### Dépenses de recherche et développement

Les coûts de développement sont comptabilisés en charges.

##### Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et sont amortis selon les règles suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
- Logiciels de bureautique	Linéaire	1 an
- Autres logiciels	Linéaire	4 ans

##### Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement augmenté des frais nécessaires à leur mise en service.

Les modes et les durées d'amortissement retenus sont les suivants :

Catégorie	Mode	Durée
- Matériel et outillage	Linéaire	5 à 15 ans
- Agencements divers	Linéaire	10 à 15 ans
- Show room	Linéaire	3 ans
- Véhicules	Linéaire	4 ans
- Matériel informatique	Linéaire	3 à 7 ans
- Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

##### Immobilisations financières

Elles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition.

Elles sont dépréciées, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur valeur à la date de clôture de l'exercice.

En ce qui concerne les titres de participation, lorsque la valorisation, reposant sur une combinaison des résultats et de la situation nette, est inférieure à leur prix d'acquisition, l'écart fait l'objet d'une provision étalée sur 3 ans et réajustée chaque année. Aucune provision n'est constituée si la valorisation est supérieure aux capitaux propres ou s'il s'agit d'un premier exercice d'activité.

##### Stocks

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Ils sont dépréciés, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur valeur à la date de clôture de l'exercice.

##### Créances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Taux de provision retenus :

- clients en liquidation judiciaire 100%
- clients en redressement judiciaire 50% à 100%
- clients au contentieux 20% à 100%

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 3 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en K€)

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisition apports
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 177</b>		<b>11</b>
Terrains	65		
	dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales, agencements, aménagements			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 929		786
Installations générales, agencements, aménagements	604		137
Matériel de transport	23		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	814		68
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	83		31
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 518</b>		<b>1 022</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	17 441		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	53		3 506
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>17 494</b>		<b>3 506</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>25 189</b>		<b>4 539</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>83</b>	<b>1 105</b>	
Terrains			65	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		286	5 429	
Installations générales, agencements, aménagements			742	
Matériel de transport			23	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		21	861	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	83		31	
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>83</b>	<b>308</b>	<b>7 150</b>	
Participations par mise en équivalence				
Autres participations			17 441	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		375	3 184	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>		<b>375</b>	<b>20 625</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>83</b>	<b>766</b>	<b>28 880</b>	

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 4 - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (en K€)

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	1 127	55	83	1 099
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel et outillage	2 852	736	205	3 383
Installations générales, agencements	285	90		376
Matériel de transport	16	6		22
Matériel de bureau informatique, mobilier	516	129	21	623
Emballages récupérables et divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>3 670</b>	<b>961</b>	<b>227</b>	<b>4 404</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 797</b>	<b>1 016</b>	<b>310</b>	<b>5 503</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fisc. exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. Fisc. exceptionnel	
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT</b>							
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions installations générales, agencements							
Installations techniques, matériel et outillage							
Installations générales, agencements							
Matériel de transport							
Matériel de bureau informatique, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 5 - TABLEAU DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS (en K€)

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles 30 %				
Implantations étrangères avant le 01/01/92				
Implantations étrangères après le 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour litiges	6		6	
Provisions pour garanties clients				
Provisions pertes marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révisions				
Provisions charges sociales, fiscales sur congés à payer				
Autres provisions risques et charges				
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>6</b>		<b>6</b>	
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilisations financières				
Dépréciations stocks et en cours	55		55	
Dépréciations comptes clients	508	398	367	539
Autres dépréciations				
<b>DÉPRÉCIATION</b>	<b>563</b>	<b>398</b>	<b>422</b>	<b>539</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>569</b>	<b>398</b>	<b>428</b>	<b>539</b>
Dotations et reprises d'exploitation		398	422	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			6	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

## 6 - TABLEAU DES DISPONIBILITÉS (en K€)

Rubriques	2008	2007
Comptes bancaires et caisse	198	1 593
Comptes à terme et certificats de dépôts négociables	9 000	6 000
Effets portés en compte et non échus (escompte en valeur)	2 166	1 895
<b>TOTAL</b>	<b>11 364</b>	<b>9 488</b>

**Actions auto-détenues** : quantité = 1 234 actions

- Valeur comptable au prix moyen d'achat de 92,79 € : 115 K€

- Valeur à l'inventaire au cours moyen de décembre soit 84,00 € : 104 K€

Compte tenu de la volatilité actuelle du cours, aucune provision n'a été constituée.

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 7 - TABLEAU DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES (en K€)

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 125	500	2 625
Autres immobilisations financières	59		59
Clients douteux ou litigieux	714	714	
Autres créances clients	11 909	11 909	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	17	17	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	160	160	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	765	765	
Débiteurs divers	90	90	
Charges constatées d'avance	155	155	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>16 994</b>	<b>14 310</b>	<b>2 684</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	3 500		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	375		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 624	11 624		
Personnel et comptes rattachés	470	470		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	309	309		
Etat : impôt sur les bénéfices	615	615		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	344	344		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	204	204		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	5 924	5 924		
Autres dettes	161	161		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>19 652</b>	<b>19 652</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 8 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires (dont 1 234 actions auto-détenues)	303 500			16

## 9 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en K€)

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		38 874	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		38 874	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Résultat de l'exercice			5 645
Dividendes		2 720	
<b>SOLDE</b>			<b>2 925</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition		41 799	

## 10 - IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination sociale - Siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Financière C.C. EXPANSION Chemin du Bois Rond, 69720 SAINT-BONNET-DE-MÛRE	S.A.S.	22 798 500	61,44 %

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 11 - TABLEAU-LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (en K€)

Dénomination Siège social	Capital Réserve + R.N.	Quote-part Dividendes	Valeur brute titres Valeur nette titres	Prêts et cautions	Chiffre d'affaires Résultat
<b>FILIALES (plus de 50%)</b>					
S.A.S. Stores Roche Saint-Bonnet-de-Mure (69)	83 4 510	100,00 %	4 010 4 010	650	7 385 - 428
S.A.S. Sofadi-Tiaso Saint-Bonnet-de-Mure ( 69)	617 9 552	100,00 %	11 354 11 354		14 270 355
S.A.S. France Alu Color Marcilloles (38)	700 3 007	100,00 %	1 893 1 893	3 125	11 087 178
S.A. Installux Trading Export Les Acacias - SUISSE	(1) 67 (2) 404	100,00 %	72 72		93 - 22
S.A.S. Metales Diffusion Marcilloles (38)	200	50,00 %	100 100	100	131 - 294
S.a.r.l. I.M.G. Saint-Bonnet-de-Mure (69)	8 100	100,00 %	5 5		4 101 2
S.a.r.l. I.L.P.A. Saint-Bonnet-de-Mure (69)	8 572	100,00 %	8 8	15	7 022 172

(1) 100.000 CHF convertis au cours de clôture.

(2) convertis au cours de clôture.

## 12 - PRODUITS À RECEVOIR (en K€)

Produits à recevoir	31/12/2008
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>17</b>
418 100 Clients - factures à établir	17
<b>AUTRES CRÉANCES</b>	<b>87</b>
409 800 Fournisseurs - avoirs à recevoir	62
409 890 Fournisseurs - avoirs à recevoir Groupe	24
468 700 Produits à recevoir	1
<b>BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>47</b>
518 700 Intérêts courus à recevoir	47
<b>TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR</b>	<b>150</b>



# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 13 - CHARGES À PAYER (en K€)

Charges à payer	31/12/2008
<b>DETTES FOURNISSEURS COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>165</b>
408 100 Fournisseurs - factures à recevoir	132
408 190 Fournisseurs - factures à recevoir Groupe	33
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>58</b>
419 800 Clients - avoirs à établir	58
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>759</b>
428 200 Provision congés payés	186
428 600 Personnel - charges à payer	259
438 200 Charges sociales sur provisions congés payés	80
438 600 Charges à payer	30
448 200 Charges fiscales sur provisions congés payés	5
448 600 Etat : charges à payer	199
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>9</b>
468 600 Charges à payer	9
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>990</b>

## 14 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (en K€)

Rubriques	31/12/2008
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>155</b>
486 100 Charges d'exploitation constatées d'avance	155
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>0</b>
487 100 Produits d'exploitation constatés d'avance	0
<b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>155</b>

## 15 - ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS (en K€)

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dont dettes, créances en effets commerciaux
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Participations (montant net)	17 441		
Prêts	3 125		
Autres immobilisations financières	59		
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances clients et comptes rattachés	429		
Autres créances	789		
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières divers	5 924		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 646		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Intérêts prêts	142		
Intérêts comptes courants	57		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			
Intérêts comptes courants	306		

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 16 - EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	27	
Agents de maîtrise et techniciens	31	1
Ouvriers	15	2
<b>TOTAL</b>	<b>73</b>	<b>3</b>

## 17 - CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

(en K€)

Nature des produits	Montant
Intérêts des avances Groupe	57
Revenus de prêts	142
Gains de change	4
Produits sur cession des valeurs mobilières de placement	75
Intérêts sur certificats de dépôts négociables	364
Produits nets sur cessions actions propres	585
<b>TOTAL</b>	<b>1 227</b>

Nature des charges	Montant
Intérêts des avances Groupe	306
Intérêts sur escompte et découvert	5
Escomptes accordés sur règlements clients	166
Pertes de change	11
<b>TOTAL</b>	<b>488</b>

## 18 - CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

(en K€)

Nature des produits	Montant
Remboursement abandon compte courant Tiaso	176
Produits de cession des immobilisations	91
Reprise provision pour litiges	6
<b>TOTAL</b>	<b>273</b>

Nature des charges	Montant
Indemnités sur litiges	10
Indemnités agent commercial	15
VNC des immobilisations cédées ou mises au rebut	81
<b>TOTAL</b>	<b>106</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 19 - RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES (en K€)

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 599	2 936	5 663
Résultat exceptionnel	166	- 3	169
Intéressement et participation des salariés	- 261	- 74	- 187
<b>RÉSULTAT COMPTABLE</b>	<b>8 504</b>	<b>2 859</b>	<b>5 645</b>

## 20 - ENGAGEMENTS FINANCIERS (en K€)

Engagements donnés	Montant hors bilan
Effets portés en compte et non échus	2 165
Engagement en matière de retraite (1)	69
Autres engagements donnés	
En matière de Droit Individuel à la Formation : 5 731 h	
<b>TOTAL</b>	<b>2 234</b>

(1) Le montant de l'engagement constaté correspond aux droits acquis à la clôture de l'exercice pondérés par la probabilité de présence lors du départ à la retraite (espérance de vie - turn over). Les ouvriers dépendant de la convention collective du bâtiment sont exclus du calcul de la provision pour engagement de retraite. Le versement de leur indemnité de fin de carrière est en effet assuré par la caisse de retraite PROBTP qui collecte les cotisations de retraite complémentaire.

Engagements reçus	Montant hors bilan
Abandon compte-courant Tiaso avec clause de retour à meilleure fortune	129
<b>TOTAL</b>	<b>129</b>

## 21 - RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES DIRIGEANTS (en K€)

Rubriques	Total dirigeants	Conseil d'Administration
Engagements financiers	0	0
Rémunérations allouées	0	0

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## 22 - SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE ET LATENTE (en K€)

Rubriques	Montant
<b>IMPÔT DÛ SUR :</b> A réintégrer ultérieurement	
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>	
<b>IMPÔT PAYÉ D'AVANCE SUR :</b> Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Provision congés payés           189 233 x 34,43 %	65
Provision Organic               120 495 x 34,43 %	42
Participation des salariés       102 337 x 34,43 %	35
A déduire ultérieurement :	
Divers	
<b>TOTAL ALLÈGEMENTS</b>	<b>142</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE NETTE</b>	<b>- 142</b>
<b>CRÉDIT À IMPUTER SUR :</b>	
Abandon compte courant Sofadi-Tiaso   129 000 x 34,43 %	44
	44
<b>SITUATION FISCALE LATENTE NETTE</b>	<b>- 44</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE (en K€)

Rubriques	Montants en K€	
	Détail	Total
Résultat net	5 645	
- Amortissements et provisions	1 010	
- Plus-values de cessions	- 10	
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>6 645</b>	
Augmentation des stocks (nette)	- 615	
Diminution des créances d'exploitation et comptes de régularisation actif (nette)	1 951	
Augmentation des dettes d'exploitation et comptes de régularisation passif	826	
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>2 162</b>	
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ</b>		<b>8 807</b>
Acquisition d'immobilisations (dont prêt de 3 500 K€)	- 4 457	
Cession d'immobilisations	91	
Remboursement des immobilisations financières	375	
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>- 3 991</b>
Dividendes versés	- 2 720	
Emission d'emprunt	-	
Remboursement d'emprunts	-	
Remboursement des autres dettes financières	-	
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>- 2 720</b>
<b>TRÉSORERIE D'OUVERTURE = DISPONIBILITÉS 11 926 - AVANCES GROUPE 4 152</b>	<b>7 774</b>	
Variation des actions propres	- 668	
Augmentation des autres disponibilités	3 771	
Variation des avances Groupe	- 1 007	
<b>TRÉSORERIE DE CLÔTURE = DISPONIBILITÉS 15 029 - AVANCES GROUPE 5 159</b>	<b>9 870</b>	
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>		<b>2 096</b>

# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en €)

Date d'arrêté : Durée de l'exercice (mois) :	31/12/2008 12	31/12/2007 12	31/12/2006 12	31/12/2005 12	31/12/2004 12
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	4 856 000	4 856 000	4 856 000	4 856 000	4 856 000
Nombre d'actions - ordinaires	303 500	303 500	303 500	303 500	303 500
Nombre maximum d'actions à créer					
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	75 104 555	71 427 756	64 957 336	58 359 366	53 935 141
Résultat avant impôt, participation, intéressement, dotation et reprise amortissement et provisions	9 751 759	8 475 088	7 799 639	6 591 667	6 667 310
Impôts sur les bénéficiaires	2 859 139	2 226 022	2 378 635	2 291 378	2 302 697
Intéressement, participation des salariés	261 409	205 459	191 389	155 610	176 873
Dotation et reprise amortissement et provisions	986 215	896 607	- 783 538	- 430 683	636 175
Résultat net	5 644 996	5 147 001	6 013 153	4 575 362	3 551 566
Résultat distribué (avant déduction du dividende afférent aux actions propres)	2 124 500	2 731 500	1 851 350	1 851 350	1 851 350
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, intéressement, avant dotation et reprise amortissement et provisions	22	20	17	14	14
Résultat après impôt, participation, intéressement, dotation et reprise amortissement et provisions	19	17	20	15	12
Dividende attribué	7	9	6	6	6
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	73	53	49	48	44
Masse salariale	2 413 445	1 768 560	1 666 342	1 620 859	1 397 393
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales...)	1 069 496	804 452	752 725	721 258	644 051

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

*Aux Actionnaires,*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société INSTALLUX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

### 2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- l'évaluation des titres de participation a été effectuée en conformité avec les méthodes comptables décrites dans la note intitulée "Règles et méthodes comptables" de l'annexe.  
En application de cette note, aucune dépréciation n'a été constituée à la clôture de l'exercice.
- les créances clients ont fait l'objet de contrôles spécifiques afin d'appréhender l'application pertinente des méthodes comptables décrites dans la note intitulée "Règles et méthodes comptables" de l'annexe.  
En application de cette note, les dépréciations nécessaires ont été constituées à la clôture de l'exercice.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons revu le caractère approprié de ces méthodes et, pour ce qui concerne les estimations, le caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Le rapport de gestion ne mentionne pas de manière individuelle les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés. Il n'existe aucun engagement consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Lyon, le 27 avril 2009

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
**Société de Commissaires aux Comptes**  
**Membres de la Compagnie Régionale de Lyon**  
**Christophe ALEXANDRE, Représentant légal**



**MEUNIER et Associés**  
**Société de Commissaires aux Comptes**  
**Membres de la Compagnie Régionale de Lyon**  
**Patrick VELAY, Représentant légal**



## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

*Aux Actionnaires,*

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

### 1. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les personnes concernées par ces conventions (Président, Gérant, Administrateur, Directeur Général, représentant permanent d'une personne morale administrateur) sont indiquées en annexe du présent rapport.

#### 1.1. Contrat de prêt

• Modalités :

- Contrat de prêt consenti à la société France Alu Color, d'un montant de 3 500 000 euros, sur 7 ans, portant intérêt au taux annuel de Euribor 3 mois connu au premier jour de chaque trimestre civil majoré de 0,60%, remboursable par trimesrialité constante de 125 000 euros, et ce à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008.
- Montant du solde du prêt à la clôture de l'exercice : 3 125 000 euros.
- Montant des intérêts financiers comptabilisés sur l'exercice : 141 718 euros.

• Autorisation : Conseil d'Administration du 29 mai 2008.

#### 1.2. Avance de trésorerie

• Modalités :

- Avance de trésorerie d'un montant maximum de 700.000 euros souscrite auprès de la société C.C. Expansion (devenue Financière C.C. Expansion suite à absorption), et rémunérée au taux égal à l'Euribor moyen mensuel du mois précédent majoré de 0,60%.
- Aucune avance n'a été souscrite sur l'exercice.

• Autorisation : Conseil d'administration du 29 mai 2008.

#### 1.3. Avance de trésorerie

• Modalités :

- Avance de trésorerie d'un montant maximum de 250.000 euros consentie au profit de la société Metales Diffusion, et rémunérée au taux égal à l'Euribor moyen mensuel du mois précédent majoré de 0,60%.
- Montant de l'avance à la clôture de l'exercice : 100 000 euros.
- Montant des intérêts financiers comptabilisés sur l'exercice : 2 178 euros.

• Autorisation : Conseil d'Administration du 18 juin 2008.

#### 1.4. Cession de titres auto-détenus

• Modalités :

- Cession au bénéfice de la société Financière des Salariés d'Installux de tout ou partie des titres que la Société INSTALLUX auto-détient, moyennant un prix de 170 Euros par actions, correspondant à une décote de 5 à 10 % environ par rapport aux cours constatés lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2008.
- Montant comptabilisé en produits financiers sur l'exercice : 584.904 euros.
- Nombre de titres auto-détenus concerné : 7.370 actions.

• Autorisation : Conseil d'Administration du 8 avril 2008.



# INSTALLUX - COMPTES INDIVIDUELS

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2008

## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### 2 - CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du décret du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

#### 2.1. Convention d'assistance

•Modalités :

- Convention d'assistance facturée par la société Financière C.C. Expansion au prorata des temps consacrés à sa mise en œuvre.
- Montant comptabilisé en charges sur l'exercice : 579 386 euros hors taxes.

#### 2.2. Clause de retour à meilleure fortune

•Modalités :

- La Société INSTALLUX a abandonné en 2002 le solde de son compte courant en faveur de la société Tiaso pour un montant de 800 000 euros.  
Cet abandon est soumis à la condition résolutoire de retour à meilleure fortune de la société TIASO.
- Remboursement de 220 000 euros sur l'exercice 2006.
- Remboursement de 275 000 euros sur l'exercice 2007.
- Remboursement de 176 000 euros sur l'exercice 2008.
- Montant de l'engagement reçu à la clôture de l'exercice : 129 000 euros.

## ANNEXE

### PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS RELEVANT DE L'ARTICLE L. 225-38

(situation arrêtée au 31/12/08)

	S.A. Installux	S.A.S. Financière C.C.E.	S.A.S. Financière des Salariés d'Installux	S.A.S. Sofadi-Tiaso	S.A.S. Metalles Diffusion	S.A.S. France Alu-Color
M. CANTY Christian	Président-Directeur Général	Président		Représentant permanent de Financière C.C.E. Présidente	Représentant permanent de Financière C.C.E. D.G.D.	Représentant permanent de Financière C.C.E. Présidente
M. OLLIER Robert	Administrateur					
M. CANTY Christophe	Administrateur	D.G.D.				
M. COSTAILLE Gérard	Administrateur					
M <sup>me</sup> CANQUERY Nicole	Administrateur		Présidente			
M. MAVIGNER Frank	Administrateur					

Fait à Lyon, le 27 avril 2009

**NOVANCES - DECHANT et Associés**  
**Société de Commissaires aux Comptes**  
**Membres de la Compagnie Régionale de Lyon**  
**Christophe ALEXANDRE, Représentant légal**



**MEUNIER et Associés**  
**Société de Commissaires aux Comptes**  
**Membres de la Compagnie Régionale de Lyon**  
**Patrick VELAY, Représentant légal**



### TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 16 JUIN 2009

#### PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport général des Commissaires aux Comptes et pris connaissance des documents qui lui sont présentés, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008, ainsi que toutes les opérations traduites ou résumées dans ces comptes ou rapports.

De ce fait, elle donne quitus de sa gestion au Conseil d'Administration pour l'exercice dont elle vient d'approuver les comptes.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, elle approuve le montant des dépenses non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, soit 1 107 Euros, et celui de l'impôt correspondant, soit 369 Euros (au taux normal de l'impôt sur les Sociétés, hors contributions additionnelles).

#### DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité du Groupe, du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés et pris connaissance des documents qui lui sont présentés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008, ainsi que toutes les opérations traduites ou résumées dans ces comptes ou rapports.

#### TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le Bénéfice de l'exercice, qui s'élève à la somme de 5 644 995,99 Euros, majoré de la somme de 11 106,00 Euros qui figure au compte "Report à Nouveau" créditeur, soit au total la somme de 5 656 101,99 Euros, de la façon suivante :

- une somme de 2 124 500,00 Euros est distribuée aux actionnaires à titre de dividendes, ci	2 124 500,00 €
- une somme de 836,00 Euros est virée au compte "Réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants", qui se trouve ainsi porté de 836,00 Euros à 1 672,00 Euros, ci	836,00 €
- une somme de 3 530 765,99 Euros est virée au compte "Autres Réserves", qui se trouve ainsi porté de 29 434 264,08 Euros à 32 965 030,07 Euros, ci	3 530 765,99 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 656 101,99 €</b>

Le dividende mis en distribution, d'un montant de 7,00 Euros par action, sera éligible, pour les bénéficiaires remplissant les conditions requises, à la réfaction instituée par l'article 158.3.2° du Code Général des Impôts et sera mis en paiement le 18 juin 2009, étant précisé que :

- ce dividende, lorsqu'il sera servi à des particuliers fiscalement domiciliés en France et dont les titres ne sont pas inscrits en PEA, subira une retenue à la source de 12,10 % au titre des prélèvements sociaux,

- les mêmes associés qui entendraient par ailleurs opter pour le prélèvement de 18 %, libératoire de l'impôt sur le revenu, devront en aviser la Société avant la mise en paiement du dividende,

étant précisé que dans l'hypothèse où, au jour de la mise en paiement du dividende, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, la quote-part du dividende revenant auxdites actions serait affectée à un compte "Report à Nouveau" créditeur à ouvrir au passif du bilan.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte du fait que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sociaux ont été les suivants :

	Dividende total (hors actions auto-détenues)	Dividende éligible à la réfaction	Dividende non éligible à la réfaction
Exercice clos le 31 décembre 2005	1 798 866 € (6,10 € par action)	1 798 866 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2006	1 798 866 € (6,10 € par action)	1 798 866 €	0 €
Exercice clos le 31 décembre 2007	2 731 500 € (9,00 € par action)	2 731 500 €	0 €

#### QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes établi en application des articles L. 225-40 et suivants du Code de Commerce, approuve par un vote distinct, chacune des conventions intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, les actionnaires intéressés ne prenant pas part au vote.

#### CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale alloue à titre de jetons de présence au Conseil d'Administration, pour l'exercice en cours, la somme de 9 000 Euros.

#### SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat d'Administrateur de Monsieur Christian CANTY, venu à expiration avec la présente Assemblée, pour une nouvelle durée de six années venant à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2015 sur les comptes du dernier exercice clos.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**



Siège social : Chemin du Bois Rond - 69720 Saint-Bonnet-de-Mure - (Lyon-FRANCE)  
Tél. +33 (0)4 72 48 31 31 - Fax +33 (0)4 72 48 31 47 - E mail : [installux@installux.fr](mailto:installux@installux.fr) - Site : [www.installux.fr](http://www.installux.fr)